

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement						ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS
	1 an		6 mois		3 mois		
	Ordin.	Avion	Ordin.	Avion	Ordin.	Avion	
Togo .....	6 000	—	3 300	—	1 725	—	Pour les abonnements, annonces et réclamations, s'adresser à FEDITOGO B.P. 891 — Tél. 21-37-18 — Fax (228) 21-61-07 — LOME
France, Afrique .....	—	8 400	—	4 620	—	2 415	
Autres pays .....	—	12 000	—	6 600	—	3 450	
							Les abonnements et annonces sont payables d'avance

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION :

**CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TEL : 21-27-01 — LOME**

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

#### LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

#### ARRETES ET DECISIONS

#### PRIMATURE

1995

2 juin — Arrêté n° 09 PMRT portant nomination de chargé de mission 511

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

1995

7 juin — Arrêté n° 218 MDN portant nomination. Radiations, imputabilité, exclusion 511

MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA  
DECENTRALISATION

1995

1 juin — Arrêté n° 88 MID portant nomination, titularisation et avancement 512

12 juin — Arrêté n° 90 MID portant rappel à l'activité et reconstitution de carrière 512

13 juin — Arrêté n° 91 MID complétant les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté n° 176 MID du 11 octobre 1994 512

3 juin — Arrêté n° 93 MID/SG portant nomination d'un Secrétaire de chef de Canton 513

13 juin — Arrêté n° 107 MID portant reprise de situation et réajustement ind. 513

15 juin — Arrêté n° 108 MID/SG portant reconnaissance de la désignation de chef de village 513

15 juin — Arrêté n° 109 MID/SG portant reconnaissance de la désignation de chef de village 513

15 juin — Arrêté n° 110 MID/SG portant reconnaissance de la désignation de chef de village 513

15 juin — Arrêté n° 111 MID/SG portant reconnaissance de la désignation de chef de village 513

15 juin — Arrêté n° 112 MID/SG portant reconnaissance de la désignation de chef de village 513

15 juin — Arrêté n° 113/MID/SG portant reconnaissance de la désignation de chef de village ..... 514

6 juin — Arrêté n° 17 MID/SES donnant délégation de signature..... 514

#### MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

##### 1995

7 juin — Arrêté n° 67/MEF/DF/DCO-CA portant augmentation du plafond de la caisse d'avance..... 514

#### MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU TOURISME

##### 1995

14 juin — Arrêté n° 13/MDRET portant fixation et Réglementation des Prix d'Engrais..... 514

#### MINISTERE DE LA SANTE, DE LA POPULATION ET DE LA SOLIDARITE NATIONALE

##### 1995

14 juin — Arrêté interministériel n° 52/MSP/SP/MENRS portant nomination des internes des Hôpitaux..... 514

#### MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

##### 1995

2 juin — Arrêté n° 108/MENRS/DEPD/DSS portant rattachement des Ecoles Primaires du Canton de Lavié à l'Inspection de l'Enseignement du Premier Degré de Kloti-Centre ..... 514

6 juin — Arrêté 109/MENRS portant nomination..... 515

#### MINISTERE DU COMMERCE, DES PRIX ET DES TRANSPORTS

##### 1995

15 juin — Arrêté interministériel n° 20/MC/PT/MEF/TP portant création d'un comité chargé d'élaborer et de mettre en œuvre la politique relative à la formation des moniteurs d'auto-écoles. 515

#### MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DES RESSOURCES HYDRAULIQUES

##### 1995

8 Juin — Arrêté 14/MMERI/CCAB portant nomination..... 515

#### MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

##### 1995

1<sup>er</sup> juin — Arrêté n° 08/METFP — CAB Portant modalités d'ouverture d'institutions privées laïques ou confessionnelles d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle. 515

15 juin — Arrêté n° 10/METFP CAB portant procédures d'ouverture et condition de fonctionnement d'institutions privées laïques ou confessionnelles d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle..... 519

#### MINISTERE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DES AFFAIRES SOCIALES

##### 1995

Arrêtés portant révolution, détachements, intégrations, titularisations, reprise de service, changements de cadre, admission à la retraite, promotions, retour de stage, rectificatifs et arrêtés rap portés ..... 524

2 juin — Arrêté n° 566/METFPAS déferant au fonctionnaire devant le travail de discipline.....

#### MINISTERE DE L'EQUIPEMENT

##### 1995

14 juin — Décision n° 37/ME CAB portant nomination..... 529

#### Mairie de la Ville de Lomé

##### 1995

2 juin — Arrêté municipal n° 112/M. chargeant M. LIMAZIE Tété Pôyôdjeba, adjoint permanent au Maire de Lomé pour l'expédition des affaires courantes pendant l'absence du Maire..... 529

#### DIVERS

#### CAISSE DE RETRAITES DU TOGO

##### 1995

12 juin — Arrêté n° 70/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. SAVI DE TOVE Komlagan..... 529

12 juin — Arrêté n° 71/MEF/CR portant concession d'une pension aux ayants-cause de feu IBOUTE Akossi Kufualé..... 529

12 juin — Arrêté n° 157/MEF/CR du 7 12 93 portant concession d'une pension d'orphelins. (rectificatif)..... 530

1<sup>er</sup> juin — Décision n° 347 CRT DP portant concession d'une pension de retraite à M. TIEKO Foli Amatékpé..... 530

1<sup>er</sup> juin — Décision n° 348 CRT DP portant concession d'une pension de retraite à M. DAGBOVIE Komlavi..... 531

2 juin — Décision n° 351 CRT DP portant concession d'une pension de retraite à M. ANAKA Biyobé Masamisso..... 531

2 juin — Décision n° 352 CRT DP portant concession d'une pension de retraite à M. TETE Messan Komlanvi Eyomékpé..... 532

2 juin — Décision n° 353/CRT/DP modifiant le taux de majoration pour enfants allouée à M. AFO Issaka.....	532
2 juin — Décision n° 354/CRT/DP accordant majoration pour enfants allouée à M. GRUNITZKY Yao .....	532
2 juin — Décision n° 355/CRT/DP accordant majoration pour enfants allouée à M. ATAMON Karo.....	530
2 juin — Décision n° 360/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. KINHOLE Viwoassi Lenovissi.....	530
2 juin — Décision n° 361/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. BEWI Badoh.....	531
2 juin — Décision n° 362/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. FONDOUMI Fongbédjé.....	532
7 juin — Décision n° 363/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. KOUBENOU Koami.....	533
7 juin — Décision n° 364/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. ASSOUD Docta Harassiba.....	533
7 juin — Décision n° 365/CRT/DP modifiant le taux de majoration pour enfants allouée à M. AHOVI Bessan.....	533
9 juin — Décision n° 368/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. AWAH Kodjo Gnaméké.....	533
9 juin — Décision n° 369/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. HADZI Kodzo Kpakli.....	534
9 juin — Décision n° 370/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. GNAGBALO Adobaya Aziagbé Sévérin.....	534
9 juin — Décision n° 371/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. Mayou Toyi.....	535
9 juin — Décision n° 372/CRT/DP portant concession de pensions aux ayants-cause de feu ATANGA Ahoro.....	535
9 juin — Décision n° 373/CRT/DP portant concession de pensions aux ayants-cause de feu KUSSEY Koffi Araba.....	535
9 juin — Décision n° 374/CRT/DP accordant majoration pour enfants allouée à M. AGBERE Oussene Litty.....	536
9 juin — Décision n° 375/CRT/DP portant modification du taux de majoration pour enfants allouée à M. AMANA Boda.....	536
12 juin — Décision n° 376/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. ATSOU Aïnin Agbo Loco.....	536
12 juin — Décision n° 377/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. AGBANGBA Djossou Nlawulé.....	537
13 juin — Décision n° 378/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. BANDIERA Kafui Magloire.....	537
Décisions portant approbation de rôles.....	537

MINISTRE DE LA SANTE, DE LA POPULATION ET  
DE LA SOLIDARITE NATIONALE

1995

12 juin — Arrêté n° 51 MSPSN portant attribution de Licence d'exploitation d'une Officine de pharmacie.....	547
---	-----

## PARTIE NON OFFICIELLE

### Avis, communications et annonces

#### Conservation de la propriété foncière

— Avis de bornage .....	547
— Avis de perte de titres fonciers .....	549

Recepisés de déclaration d'Associations .....	549
---	-----

## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

#### LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

#### ARRETES ET DECISIONS

#### PRIMATURE

Arrêté n° 9 PMRT du 2/6/95 — M. LALLE Yendable, Attaché d'Administration de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon est nommé chargé de mission du Premier Ministre auprès du Directeur de Cabinet

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature,

#### MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE

#### Nomination

Arrêté n° 218/MDN du 7/6/95 — Le Lieutenant DJIBRIL Inoussa du Régiment de Soutien et d'Appui est nommé Directeur de l'Etablissement Ravitailleur de l'Intendance (ERI).

Le présent arrêté qui prend effet pour compter du 16 mai 1995 abroge toutes les dispositions réglementaires antérieures.

#### Radiation

Décision n° 212/MDN du 6/6/95 — Le Sergent-Chef TALE Oukpane n° mle 4073 du 1<sup>er</sup> Régiment d'Infanterie, décédé le 25 mai 1995 au Pavillon militaire de Lomé des suites d'une courte maladie, est rayé des contrôles des Forces Armées Togolaises pour compter du 26 mai 1995.

Décision n° 213 MDN du 6/6/95 — Le Soldat de 1<sup>re</sup> classe ALAYI Padipalaki n° mle 11247 du 2<sup>e</sup> Régiment d'Infanterie, décédé le 26 mai 1995 à Adidogomé des suites d'un accident de circulation, est rayé des contrôles des Forces Armées Togolaises pour compter du 27 mai 1995.

#### Imputation

Décision n° 214 MDN du 6/6/95 — Le décès du Sergent DADJA Possoli n° mle 7220 du Régiment de Soutien et d'Appui à Lomé, survenu le 17 février 1995 au Centre Hospitalier Régional Kara des suites d'une longue maladie, est imputable au Service.

#### Exclusion

Décision n° 215 MDN du 6/6/95 — Le Soldat de 1<sup>re</sup> classe AMOUZOU N'Gbe n° mle 6386 du Régiment Commando de la Garde Présidentielle est exclu pour six (6) mois sans solde des Forces Armées Togolaises pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1995.

### MINISTRE DE L'INTERIEUR ET DE LA DECENTRALISATION

Arrêté n° 88/MID du 1-6-95 — Sont rapportés en ce qui concerne M. DADJI Kodjovi Omabuè, les arrêtés n° 628/MTFP du 5 août 1995, portant nomination, n° 66/MATS-DSN du 20 mai 1992, portant reclassement général, n° 156/MATS/DGPN-DAC du 23 septembre 1992 portant titularisation, n° 086/MATS-DGPN-DAC du 30 juillet 1993 portant avancement d'échelon ;

DADJI Kodjovi Omabuè, admis au concours de recrutement, session des (25 et 26 octobre 1989) est nommé dans le cadre des fonctionnaires de la Police en qualité d'Officier de Police de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon (Cat B, ind. 850) stagiaire et mis à la disposition du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation (Section 15, Chap. 22 du Budget Général).

L'intéressé dont la date de prise de service a été constatée le 1<sup>er</sup> avril 1991, est titularisé dans son corps dans les conditions suivantes :

- 01 - 04 - 92 . DADJI Kodjovi Omabuè, n° mle 036861-F, Off. de police de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon (Ac 1 an).

La situation administrative de l'intéressé se trouve réajustée comme suit :

Il est élevé au grade d'Officier de Police de 2<sup>e</sup> cl 3<sup>e</sup> échelon ind. 1150) pour compter du 01/04/1993 ;

Nom et Prénoms	Ancienne situation	Nouvelle situation
— DADJI Kodjovi Omabuè n° mle 036864-F	OP de 2 <sup>e</sup> cl 2 <sup>e</sup> éch. ind. 850 au 1/4/92	OP de 2 <sup>e</sup> cl 2 <sup>e</sup> éch ind. 1050 au 01-4-92

Il est élevé au grade d'officier de police de 2<sup>e</sup> cl. 3<sup>e</sup> échelon (ind. 1150) pour compter du 1-4- 1993.

Le Directeur Général de la Police Nationale est chargé de l'exécution du présent acte.

Arrêté n° 90/MID du 2/6/95 — Est rapporté l'arrêté n° 54/MTFP du 11 janvier 1983, portant révocation en ce qui concerne M. KANAWE Koffi Essowouna ;

M. KANAWE Koffi Essowouna, révoqué par arrêté n° 54/MTFP du 11 janvier 1983, est rappelé à l'activité conformément aux dispositions du P.V. n° 2660/MID/CAB-BELL du 27 décembre 1994 sus-visé.

La carrière de l'intéressé est reconstituée de la façon suivante :

01-03-81 :	KANAWE K. Essowouna,	Gardien de la Paix de	2 <sup>e</sup> cl 2 <sup>e</sup> échelon.
01-03-83 :	"	"	3 <sup>e</sup> éch.
01-03-85 :	"	"	4 <sup>e</sup> éch.
01-03-87 :	"	"	5 <sup>e</sup> éch.
01-03-89 :	"	"	6 <sup>e</sup> éch.
01-03-91 :	"	"	7 <sup>e</sup> éch.
01-03-93 :	"	"	8 <sup>e</sup> éch.

(ind. 630).

Le présent acte prend effet du point de vue de la solde à compter de la date de reprise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 91/MID du 13/6/95 — Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté n° 176/MID complétant celles de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté n° 118/MATS du 01 juillet 1994, portant réajustement indiciaire sont complétées comme suit :

#### Après :

- 101 — TOULEASSI K. Ezoda
- 102 — OLYMPIO Atsu Mawuèna
- 103 — AKAKPO Kossiko L.

#### Lire :

#### CORPS DES COMMISSAIRES DE POLICE

N°	Nom et Prénoms	Ancienne situation	Nouvelle situation
104	ADOMAYAKPOR Koffi	Cre Princ. de 3 <sup>e</sup> éch. (ind. 1700 au 02-01-78)	Cre Div. de 1 <sup>er</sup> éch (ind. 2350) au 02-01-80
105	EHAH Kossi Apélété n° mle 0032207-H	Cre Princ. de 3 <sup>e</sup> éch. (ind. 1700) au 02-01-77	Cre Div. de 1 <sup>er</sup> éch (ind. 2650) au 02-01-83

106 **Corps des Grades et Gardiens de la Paix**

106 KAFESSIMA Sala B/P de Police de 4<sup>e</sup> éch. B/P de Police de 5<sup>e</sup> (ind. 775) au 01-06-77 (ind. 825) au 01-06-79

Arrêté n° 93/MID-SG du 13-6-95 — M. ALASSANI Amadou, est nommé Secrétaire du Chef de Canton de Borgou (préfecture de Kpendjal).

Il est alloué annuellement à M. ALASSANI Amadou, Secrétaire du Chef Canton de Borgou, des indemnités de fonctions de 100.800 F (CENT MILLE HUIT CENTS FRANCS).

La dépense est imputable au Budget Général, Gestion 1994-Section 15 - Chapitre 24 - Article 00 00 - Paragraphe 14.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de fonction de l'intéressé.

Arrêté n° 107/MID du 13-6-95 — Conformément aux dispositions de la lettre n° 0003/SES du 06 janvier 1995 susvisée, sont rapportés en ce qui concerne les Gardiens de la Paix ci-après désignés, les arrêtés n° 97/MATS-DGPN du 24 juin 1992, n° 90/MATS du 04 Mai 1994 et 141/MID du 24 août 1994, portant reclassement, titularisation et avancement ;

Il s'agit de :

- KPONUGLO Koffi Fodjé, n° mle 037341-F
- AGBEHA Koami, n° mle 038850-C
- ATCHOU Tèvi Mensah, n° mle 38845-P
- MOUZOU Agobadoh, n° mle 038846-Y
- TSINVI Yaovi, n° mle 038849-T

Les intéressés nommés par arrêté n° 416/METFP du 16 avril 1992, dont la date de prise de service a été constatée le 1<sup>er</sup> octobre 1990, sont titularisés pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1991 et conservent une ancienneté d'un an (ac. 1 an).

A compter de cette date, ils peuvent prétendre à tous les avantages afférents à leur corps.

Ils sont reclassés Gardiens de la Paix de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (indice 350) pour compter du 25 juin 1992 date d'effet du statut spécial.

La situation administrative des intéressés évolue de la manière suivante :

- 01 - 10 - 92 : Gardien de la Paix de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon (indice 390)
- 01 - 10 - 94 " " 3<sup>e</sup> échelon (indice 430).

Le Directeur Général de la Police Nationale est chargé de l'exécution du présent acte qui prend effet du point de vue de solde pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1990.

#### Désignation de chef de village

Arrêté n° 108/MID - SG du 15-6-95 — Est constatée et reconnue officiellement la désignation par voie coutumière de M. Hedjakpo Komla Pascal AKOTO IV, en qualité de Chef de Village de Tomé.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de fonction de l'intéressé.

Arrêté n° 109/MID-SG du 15-6-95 — Est constatée et reconnue officiellement la désignation par voie coutumière de M. KEDJI Kokou, en qualité de Chef de Village de Wonugba-Séva dans le canton de Gadjagan en remplacement de Togbui Komlan KEDJI II, décédé.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de fonction de l'intéressé.

Arrêté n° 110/MID-SG du 15-6-95 — Est constatée et reconnue officiellement la désignation par voie coutumière de M. AKOTO Amafo Komi X du village d'Agotimé-Adamé (préfecture d'Agou).

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de fonction de l'intéressé.

Arrêté n° 111/MID-SG du 15-6-95 — Est constatée et reconnue officiellement la désignation par voie élective de M. KITA Adigli Koffi AFETSI II, en qualité de chef de village de Kpélé-Atimé dans le canton de Kpélé-Goudévé en remplacement de sieur AFETSI I décédé.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de fonction de l'intéressé.

Arrêté n° 112/MID-SG du 15-6-95 — Est constatée et reconnue officiellement la désignation par voie coutumière de M. Dogbé Komla Edo Justin ADOBO V, en qualité de chef de village de Kpélé Adéta Tsèfi dans le canton de Kpélé-Goudévé en remplacement du sieur ADOBO IV Daké Koffi Godfroid, décédé.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de fonction de l'intéressé.

Arrêté n° 113/MID-SG du 15-6-95 — Est constatée et reconnue officiellement la désignation par voie coutumière de HABADA Tchewounou, en qualité de chef de village de M. Djrékpon dans le canton de Sédomé en remplacement du sieur SAKPO-NOU Djossouvi, décédé.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de fonction de l'intéressé.

#### SECRETARIAT D'ETAT, CHARGE DE LA SECURITE

Arrêté n° 017/MID-SES du 6-6-95 — Il est délégué à M. AMLALO Mensah Sédo, chef de cabinet au Secrétariat d'Etat auprès du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation. Chargé de la Sécurité, le pouvoir de signer les pièces suivantes:

— Décision accordant congé de maternité, de permissions d'absence de moins de 8 jours à tous agents (fonctionnaires, agents permanents et journaliers)

— Transmissions des pièces, dossiers et documents à tous ministères et services sauf à la primature et la présidence de la République

— Ordres de mission  
— Feuilles de déplacement  
— Lettres accusant réception  
— Réponses aux demandes d'emploi  
— Attestations d'utilisation de véhicule personnel pour les besoins de service

— Notation des agents travaillant au Secrétariat d'Etat, chargé de la Sécurité.

#### MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Arrêté n° 67/MEF/DF/DCO/CA du 7/6/95 — L'avance renouvelable au régisseur de la caisse d'avance du cabinet du Premier Ministre est portée de un million (1.000.000) à un million cinq cent mille francs (1.500.000) francs CFA.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de sa signature.

#### MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU TOURISME

Arrêté n° 13/MDRET du 14-6-95 — Le prix de cession des engrais aux paysans Togolais pour la Campagne Agricole 1995-1996 est fixé à 125 F/kg

Toute autre personne, Société, Groupement ou Coopérative de nationalité étrangère, devra les acheter au prix de revient.

L'acquisition des engrais se fera strictement au comptant.

La ristourne aux groupements est fixée à 10 francs le kilogramme.

La Direction de l'Administration et des Finances (D.A.F.) du Ministère du Développement Rural, de l'Environnement et du Tourisme est chargée de l'application des dispositions du présent arrêté.

Toutes dispositions antérieures en la matière sont abrogées.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

#### MINISTERE DE LA SANTE, ET DE LA POPULATION ET DE LA SOLIDARITE NATIONALE

Arrêté n° 52/MSPSNRS du 14/6/95 — Les étudiants en médecine dont les noms suivent, admis au concours d'internat sont nommés Internes titulaires - Indice 1300 - des Centres Hospitaliers et Universitaires et des Centres Hospitaliers Régionaux pour une période de quatre (04) ans, allant du 1<sup>er</sup> février 1995 au 31 janvier 1998.

Il s'agit de :

— MIHLUEDO-AGBOLAN Koffi  
— BOUKARI Abdoul-Gafarou  
— DOSSEH Ekoué D.  
— MESSIE Kodjovi  
— KOWU Akouavi L.  
— ADETCHESI Tarikou

La dépense sera imputable sur le budget autonome du CHU-Tokoin.

Le présent arrêté prendra effet pour compter du 1<sup>er</sup> février 1995.

#### MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Arrêté n° 108/MEN-RS/DEPD/DSS du 2/6/95 — Les écoles primaires du canton de Lavié sont rattachées à l'Inspection de l'Enseignement du Premier Degré de Kloti-Centre (Circonscription Administrative de Kloti).

Le présent arrêté qui prend effet à compter du 17 septembre

1995 sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Le Directeur de l'Enseignement du Premier Degré est chargé de l'application du présent arrêté.

Arrêté n° 109/MENRS du 6-6-95 — Est et demeure rapporté la décision n° 90/MENRS du 2 août 1989 portant nomination.

M. DOGO Bouraïma, Inspecteur de l'Education Nationale de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon, est nommé Directeur du Projet TOG/88/P01 "Introduction de l'Education à la vie familiale et en matière de Population à l'Ecole".

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de signature.

#### MINISTRE DU COMMERCE, DES PRIX ET DES TRANSPORTS

**ARRETE INTERMINISTERIEL n° 20/MCPT/METFP 15 juin 1995 portant création d'un comité chargé d'élaborer et de mettre en œuvre la politique relative à la formation des moniteurs d'auto-écoles**

#### LE MINISTRE DU COMMERCE, DES PRIX ET DES TRANSPORTS

#### LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu le décret n° 80-184/PR/MCT du 16 juin 1980 portant définition des attributions et organisation du ministère du Commerce, et des Transports ;

Vu le décret n° 91-88 du 29 mars 1991 relatif aux permis de conduire les véhicules automobiles ;

Vu le décret n° 91-010/PMRT du 26 septembre 1991 portant rattachement du permis de conduire au ministère du Commerce et des Transports ;

Vu le décret n° 94-035/PR du 25 mai portant composition du gouvernement ;

Vu le décret n° 94-063/PR du 21 septembre 1994 portant réorganisation du ministère de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle ;

Vu l'arrêté n° 42/MEPDD du 14 septembre 1983 portant création du Certificat d'Aptitude Professionnelle (CAP) ;

Vu la nécessité d'organiser la profession d'enseignement de la conduite automobile ;

#### ARRETEMENT :

Article premier : Il est créé un comité interministériel chargé d'élaborer et de mettre en œuvre la politique relative à la formation des moniteurs d'auto-écoles.

Art. 2 : Le comité est composé de :

MM. GBEDESSI A.	directeur général des transports :	Président
TSEWU	directeur des transports routiers :	Membre
WEIMERT	expert allemand :	"
CONDI-MANE	conseiller technique du ministre du commerce, des prix et des transports :	"
FATONZOUN M.	direction générale des transports :	"
KUDAYAH A. N.	conseiller technique du ministre de l'enseignement technique et de la formation professionnelle :	"
KARIMU A. B.	directeur de l'enseignement technique et de la formation professionnelle :	"
AMOUZOU H.	inspecteur d'enseignement technique et de la formation professionnelle :	"
ODONKOR K.	chef division examen et concours à la direction de l'enseignement technique et de la formation professionnelle :	membre

Le comité peut faire appel à toute personne dont la compétence est jugée nécessaire pour la réalisation de ses objectifs.

Le présent arrêté qui prend effet pour compter de sa date de signature, sera publié au *Journal Officiel* de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 15 juin 1995  
Le ministre de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle : **Bamouni Somolou Stanislas BABA**  
Le ministre du Commerce, des Prix et des Transports : **Michèle Dédévi EKUE**

Arrêté n° 14/MMERH/CAB du 8/6/95 — M. KPEGBA Yao Eli, Ingénieur Electricien, précédemment Directeur Général de la Compagnie d'Energie Electrique du Togo (CEET) est nommé Conseiller Technique auprès du ministre des Mines, de l'Energie et des Ressources Hydrauliques.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

#### MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

**ARRETE N° 95/008/METFP-CAB du 1<sup>er</sup> juin 1995 portant modalités d'ouverture d'institutions privées laïques ou confessionnelles d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle**



# LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Vu la Constitution de la République Togolaise du 14 octobre 1992 ;

Vu la Loi n° 83-20 du 20 juin 1983 portant adaptation et rénovation de l'apprentissage ;

Vu le décret n° 22 PR du 27 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories du personnel ;

Vu l'Ordonnance n° 16 du 6 mai 1975 portant réforme de l'Enseignement au Togo ;

Vu le décret n° 94-035 PR du 25 mai 1994 portant composition du gouvernement de la République Togolaise ;

Vu le décret n° 94-063 PR du 21 septembre 1994 portant réorganisation du ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle ;

## ARRETE :

### Chapitre I — les dispositions générales

Article premier — Est considérée comme institution privée laïque ou confessionnelle d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle, toute institution fondée et entretenue par un particulier, une association ou un organisme non gouvernemental, et qui dispense une formation initiale technique ou professionnelle, conformément aux programmes et plans de formation élaborés et/ou validés par le ministre de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle.

Art. 2 — L'ouverture d'une institution privée laïque ou confessionnelle d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle est soumise à l'obtention préalable d'un permis du ministre de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle après avis d'une Commission spécialisée.

### Chapitre II — De la Commission des permis d'ouverture d'institutions privées D'Enseignement technique et de Formation professionnelle Privés.

Art. 3 — Il est institué auprès du Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle une commission dénommée "Commission des Permis d'ouverture d'Institutions privés d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle".

Art. 4 — La Commission des Permis d'ouverture d'Institutions Privées d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle a pour attribution, l'étude :

a) des dossiers de demande d'obtention ou de renouvellement de permis d'ouverture d'une institution privée d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle en rapport avec les dispositions réglementaires en vigueur ;

b) des dossiers techniques relatifs à l'institution concernée en rapport avec les dispositions réglementaires en vigueur ;

c) des cas de suspension ou de retrait de permis d'ouverture d'une institution privée d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle ;

d) des dossiers de demande de reconnaissance à des fins de subvention.

A cet effet, la Commission des Permis d'ouverture des institutions privées laïques ou confessionnelles d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle peut, si elle le juge nécessaire, demander l'autorisation du Ministre de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle pour se rendre dans les institutions privées laïques ou confessionnelles d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle concernées afin de procéder aux enquêtes complémentaires nécessaires pour son rapport.

Art. 5 — La Commission des Permis d'ouverture d'institutions Privées d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle soumet ses avis au ministre de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle qui statue en dernier.

Art. 6 — La Commission des Permis d'ouverture d'institutions Privées d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle est constituée de neuf (9) membres nommés par le ministre de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle pour un mandat de trois (3) ans renouvelables.

La Commission des Permis d'ouverture d'Institutions Privées d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle est composée comme suit :

**Président :** Une personnalité désignée par le ministre de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle et le représentant.

**Vice-Président :** Le Directeur de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (DETFP).

**Rapporteur :** Le Chef de la Division de la Tutelle, de l'Assistance et de la Réglementation de la Direction de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (DTAR/DETFP).

**Membres :** Le Directeur des Etudes, de la Recherche et de la Planification (DERP).

Le Secrétaire Permanent du Conseil Supérieur de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle.

Un (1) représentant du Recteur de l'Université du Bénin.

Le chef de l'Inspection de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle.



Un (1) représentant du Conseil National du Patronat.

Un (1) représentant du Ministre de l'Emploi, du Travail et de la Fonction Publique.

**La Commission des Permis d'ouverture d'Institutions Privées d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle** se réunit au moins une fois tous les trois mois sur convocation du ministre de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle. Elle peut faire appel à toute personne ressource dont le statut et les compétences seraient requis pour l'étude des dossiers inscrits à l'ordre du jour.

Art. 7 — Toute vacance survenant au cours de la durée du mandat d'un membre de la Commission des Permis d'ouverture d'Institutions Privées d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle est comblée par la nomination d'un autre membre issu du même corps pour la durée du mandat en cours.

Art. 8 — Le fonctionnement de la Commission des Permis d'ouverture d'Institutions Privées d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle est régi par un règlement intérieur élaboré par ses membres et approuvé par arrêté du ministre de l'Enseignement technique et de Formation professionnelle.

Art. 9 — La Commission des Permis d'ouverture d'Institutions Privées d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle doit, au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre de chaque année, faire parvenir au ministre de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle un rapport d'activités pour l'année scolaire écoulée.

Ce rapport doit en particulier contenir la situation :

- a) des demandes d'obtention ou de renouvellement de permis (acceptées, rejetées ou en instance) avec les motifs y afférents.
- b) des demandes en reconnaissance pour fins de subventions (acceptées, rejetées ou en instance) avec les motifs y afférents.

### Chapitre III — Des permis

Art. 10 — Nul ne peut tenir une institution privée laïque ou confessionnelle d'Enseignement technique et de Formation professionnelle s'il n'est titulaire d'un permis, en cours de validité, délivré ou renouvelé par le ministre de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle.

Art. 11 — Toute décision du ministre de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle en matière de délivrance ou de renouvellement de permis est subordonnée à l'avis de la Commission des Permis d'ouverture d'Institutions

Privées d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle.

Art. 12 — Tout permis doit porter le nom de l'institution privée laïque ou confessionnelle d'Enseignement et de Formation Professionnelle pour laquelle il est délivré, son adresse, les spécialités et les niveaux d'enseignement concernés, la date d'expiration, ainsi que le nom et l'adresse du détenteur.

Art. 13 — Le permis délivré à une institution privée laïque ou confessionnelle d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle est valide pour une durée de trois (3) années scolaires.

Art. 14 — Toute demande d'obtention ou de renouvellement de permis doit être présentée dans les délais et dans la forme fixés par les règlements ; elle doit notamment contenir :

- a) une description détaillée de la formation que l'institution projette de dispenser, des catégories et niveaux de l'enseignement visés ainsi que des moyens qu'elle entend mettre en œuvre pour réaliser ses objectifs ;
- b) la liste des formateurs et pour chaque formateur, le diplôme obtenu, les matières à enseigner, le nombre d'heures correspondant, etc ;
- c) un projet de règlement intérieur ;
- d) une prévision des inscriptions pour la prochaine année scolaire ;
- e) des prévisions budgétaires pour la prochaine année scolaire ;
- f) les frais de scolarité et autres frais afférents qu'elle exigera des apprenants.

La demande de renouvellement doit, en plus, comporter un rapport sur les activités de l'institution au cours de la dernière année pour laquelle elle a détenu un permis.

Le ministre de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle peut requérir tout renseignement supplémentaire qu'il juge utile.

Art. 15 — Les frais de scolarité et les autres frais afférents déclarés suivant le paragraphe (f) de l'article 14 ne peuvent être augmentés au cours d'une année scolaire, sans autorisation expresse du ministre de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle.

Art. 16 — Le permis délivré à une institution privée laïque ou confessionnelle d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle doit être affiché dans un endroit visible au sein de ladite institution durant toute la période de sa validité.

Art. 17 — Le Ministre de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle peut, après avis de la Commission des Permis d'ouverture d'Institutions Privées d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle, suspendre ou annuler le permis délivré à une institution privée laïque ou confessionnelle d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle qui ne se conformerait pas aux conditions et dispositions du présent arrêté.

La décision de suspension ou d'annulation du permis est notifiée à l'intéressé et publiée partout où besoin sera.

Art. 18 — Un permis d'ouverture oblige l'institution privée laïque ou confessionnelle qui le détient à :

a) dispenser les programmes d'études établis et/ou validés par le ministère de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle pour chaque spécialité technique ou professionnelle visée ;

b) employer des enseignants possédant les qualifications requises par les règlements ;

c) présenter ses candidats aux examens de fins d'études organisés par le ministère de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle ou sous sa tutelle.

#### **Chapitre IV — Des Institutions Privées d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle reconnues pour fins de subventions.**

Art. 19 — Le gouvernement peut verser, pour chaque année scolaire, à toute institution privée d'Enseignement technique et de Formation Professionnelle qui en fait la demande et qui répond aux exigences et règlements édictés à cette fin, une subvention. Le ministre de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle soumet, à cet effet, une requête au ministre de l'Economie et des Finances après avis de la Commission des Permis d'ouverture d'Institutions Privées d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle.

Art. 20 — Toute institution privée laïque ou confessionnelle d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle qui bénéficie des dispositions du présent chapitre doit transmettre au ministre de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle les renseignements qu'il peut requérir pour en assurer l'application.

#### **Chapitre V — Des dispositions applicables à toutes les Institutions Privées d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle.**

Art. 21 — Le ministre de l'enseignement Technique et de la Formation Professionnelle détermine les normes suivant lesquelles une institution, privée laïque ou confessionnelle

d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle peut donner à la fois des enseignements de catégories et de niveaux différents.

Art. 22 Toute personne qui tient une institution privée laïque ou confessionnelle d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle doit :

a) tenir, pour chaque apprenant un dossier de formation suivant la forme et la teneur prescrite par le Ministre de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle ;

b) tenir un registre d'inscription des apprenants et un registre de présence aux cours ;

c) permettre la visite de l'institution par toute personne autorisée par le Ministre de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle et lui transmettre les renseignements qu'elle peut requérir ;

d) produire, au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre, les statistiques, le rapport financier et tout autre renseignement que peut requérir le Ministre de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle.

Art. 23 — Le Ministre de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle peut requérir la Commission de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle Privés d'entendre toute institution qui en fait la demande par écrit.

#### **Chapitre VI — DE LA PROTECTION DES APPRENANTS**

Art. 24 — Toute personne qui s'engage à suivre des cours dans une institution privée d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle peut se libérer de son engagement en donnant préavis par lettre dans le 10 jours ouvrables suivant la date de son engagement, pourvu qu'elle n'ait pas effectivement commencé à suivre ces cours pendant ce délai de 10 jours. Le respect de cette procédure et de ce délai donne lieu à la retrocession des frais de scolarité versés par l'apprenant.

Art. 25 — Si dans sa publicité, une institution privée laïque ou confessionnelle d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle identifie des cours qu'elle donne ou des professions ou métiers auxquels elle prépare, elle doit le faire conformément aux mentions contenues dans son permis.

Art. 26 — Nul ne peut, dans sa publicité, ou à l'occasion de renseignements qu'il fournit, annoncer ou laisser croire que la poursuite d'études dans l'institution dont il assure la direction garantit l'obtention d'un emploi.

#### **Chapitre VII — Des Règlements**

Art. 27 — Outre les pouvoirs de réglementation qui lui sont confiés par le présent arrêté, le Ministre de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle peut par règlement après avis de la Commission des Permis d'ouverture d'Institutions Privées d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle :

a) Déterminer les critères selon lesquels une institution privée laïque ou confessionnelle d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle peut être reconnue pour fins de subvention ;

b) déterminer la forme et la teneur des requêtes de demande d'obtention ou de renouvellement de permis, de reconnaissance pour fins de subvention ;

c) déterminer la forme et la teneur des attestations ou certificats d'études ;

d) déterminer les normes dans lesquelles doivent se tenir les examens que fait subir une institution privée laïque ou confessionnelle d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle.

e) exiger de toute personne qui tient une institution privée laïque ou confessionnelle d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle un cautionnement pour garantir l'assurance de ses obligations envers les personnes inscrites à ses cours.

#### Chapitre VIII — Des pénalités

Art. 28 — Commet une infraction toute institution privée d'Enseignement Technique et de Formation professionnelle qui :

a) contrevient au présent arrêté ou aux règlements y afférents ;

b) fait une fausse déclaration dans une demande de reconnaissance pour fins de subventions ou dans un rapport qu'elle fait au ministre de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle ou à l'occasion d'un renseignement qu'elle lui transmet ;

c) donne des cours ou fait de la publicité de quelque façon sans se conformer aux dispositions du présent arrêté ;

d) entrave ou tente d'entraver, de quelque façon que ce soit, une personne qui fait un acte que le présent arrêté ou les règlements l'obligent ou l'autorisent à faire ;

e) néglige ou refuse de remettre au ministre de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle le permis qu'elle détient dès qu'il est révoqué ou annulé ou dès que l'institution pour laquelle il a été délivré cesse de dispenser des cours.

Art. 29 — Toute institution privée laïque ou confessionnelle d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle reconnue coupable d'une telle infraction est passible, sur poursuite sommaire, outre du paiement des frais d'une amende conformément aux dispositions réglementaires édictées à cette fin.

#### Chapitre IX — Des dispositions finales

Art. 30 — Aucune institution privée laïque ou confessionnelle Technique et de Formation Professionnelle ne peut introduire une demande de reconnaissance pour fins de subvention, si elle n'est auparavant détentrice d'un permis du Ministre de l'Enseignement technique et de la Formation Professionnelle.

Art. 31 : Les institutions privées laïques ou confessionnelles d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle qui ne répondent pas aux prescriptions du présent arrêté disposent d'un délai d'une année pour compter de la date de signature pour régulariser leur situation conformément aux nouvelles dispositions en vigueur.

Art. 32 : Sont abrogées toutes dispositions antérieures au présent arrêté.

Art. 33 : Le Directeur de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle est chargé de l'application du présent arrêté qui prend effet pour compter de la date de sa signature et sera publié au journal Officiel de la République Togolaise.

Lomé, le 01 juin 1995

**Bamouni Stanislas BABA**

*ARRETE n° 95/010/METFP-CAB du 15 juin 1995 portant procédures d'ouverture et conditions de fonctionnement d'institutions privées laïques ou confessionnelles d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle.*

LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Vu la constitution de la République Togolaise du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi n° 83-20 du 20 juin 1983 portant adaptation et rénovation de l'apprentissage ;

Vu le décret 67-22/PR du 27 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories du personnel

Vu l'ordonnance n° 16 du 06 mai 1975 portant Réforme de l'Enseignement au Togo ;

Vu le décret n° 94-035/PR du 25 mai 1994 portant composition du gouvernement de la République Togolaise ;

Vu le décret n° 94/063/PR du 21 septembre 1994 portant réorganisation du ministère de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle ;

Vu l'arrêté n° 95-008/METFP-CAB du 01 juin 1995 portant modalités d'ouverture d'institutions privées laïques ou confessionnelles d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle ;

**ARRETE :****Chapitre I — Des procédures d'ouverture**

**Article premier** — Tout candidat à l'ouverture d'institution privée laïque ou confessionnelle d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle doit adresser, à la Commission des permis d'ouverture d'institutions privées laïques ou confessionnelles de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle sous couvert du Conseil Régional de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle, une demande timbrée à 500 francs CFA.

Suite à cette demande, la Commission des permis d'ouverture d'institutions privées laïques ou confessionnelles de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle fait parvenir à l'intéressé, par retour du courrier, et dans un délai de quinze (15) jours au maximum, la réglementation en vigueur. Il lui sera recommandé de déposer dans une première étape un dossier personnel comprenant les pièces ci-après :

**1 — Dans le cas d'un promoteur directeur**

- un extrait certifié conforme à l'original de l'acte de naissance ou toute autre pièce en tenant lieu,
- une copie certifiée conforme à l'original du Certificat de nationalité togolaise
- une copie certifiée conforme à l'original des certificats ou diplômes de 2<sup>e</sup> cycle d'enseignement supérieur,
- une copie certifiée conforme à l'original des attestations d'expérience professionnelle (attestations de travail ou pédagogiques),
- un curriculum vitae
- un certificat médical de moins de trois (3) mois attestant l'aptitude de l'intéressé à la direction d'une institution privée laïque ou confessionnelle d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle délivré par un médecin de la santé publique,
- un extrait de casier judiciaire de moins de trois (3) mois,
- trois photos d'identité.

**2 — Dans le cas d'un promoteur (personne physique)**

- un extrait certifié conforme à l'original de l'acte de naissance ou toute autre pièce en tenant lieu,
- un extrait de casier judiciaire de moins de trois (3) mois,
- une copie certifiée conforme à l'original du certificat de nationalité togolaise ou de la carte de séjour en cours de validité s'il s'agit d'un étranger,
- trois (3) photos d'identité,
- la candidature du directeur de l'institution et les pièces citées au point 1.

**3 — Dans le cas d'un promoteur (personne morale)**

- une copie certifiée conforme à l'original du statut de la Société, Organisme ou Association régulièrement enregistré auprès des instances juridiques compétentes du Togo,
- une copie certifiée conforme à l'original du procès-verbal désignant la personne en qualité de gérant de la Société, Organisme ou Association,
- un dossier du gérant conformément aux dispositions du point 2,
- la candidature du directeur de l'institution et les pièces citées au point 1.

Dans tous les cas, un engagement à se conformer aux dispositions administratives et pédagogiques en vigueur.

**Art. 2** — Après examen du dossier et enquête sur le promoteur du projet d'ouverture d'une institution, la commission des permis d'ouverture d'institutions privées laïques ou confessionnelles de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle fait part de son avis au ministre de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle qui statue sur l'opportunité et l'utilité d'une telle création.

**Art. 3** — En cas d'avis favorable, la commission des permis d'ouverture d'institutions privées laïques ou confessionnelles de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle invite l'intéressé à constituer et déposer un dossier technique (dispositions de l'Article 4) et un dossier pédagogique (dispositions de l'Article 5) nécessaires pour la deuxième étape de la procédure de délivrance d'un permis d'ouverture d'une institution privée laïque ou confessionnelle d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle.

En cas d'avis défavorable, la commission des permis d'ouverture d'institutions privées laïques ou confessionnelles de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle retourne à l'intéressé le dossier personnel.

**Art. 4** — Le dossier technique comprend :

- le plan dûment établi et visé par les services techniques spécialisés et de l'Administration (autorités compétentes) des locaux affectés à l'institution ;

Ce plan doit préciser notamment :

- la situation, le voisinage, les servitudes, les accès et issus de secours et la répartition des locaux et leur usage ;
- les aménagements et les installations à effectuer éventuellement ;
- l'inventaire détaillé de l'équipement technique et didactique (machines, outillages, matériels didactiques) acquis ou dont l'acquisition est envisagée ;
- l'attestation réglementaire de viabilité et de sécurité des bâtiments et des installations ;
- la souscription d'une assurance pour la couverture du personnel et des apprenants en cas de dommage survenu dans l'établissement ou dans le cadre de la formation.

Art. 5 — Le dossier pédagogique comprend :

- les domaines de formation, les profils et les degrés de qualification à obtenir ;
- les programmes détaillés de formation tant du point de vue pratique que théorique et d'éventuels stages en milieu professionnel ;
- la méthode pédagogique et les moyens didactiques à utiliser ;
- la durée de la formation exprimée en heures par spécialité et degré de qualification ventilée comme suit :
  - \* pratique
  - \* théorique
  - \* stage en milieu d'emploi
- le règlement intérieur de l'institution tel que défini à l'article 19 du présent texte.

Art. 6 — Toute demande d'obtention d'un permis d'ouverture d'une institution privée laïque ou confessionnelle d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle est susceptible d'un paiement obligatoire d'une somme de CINQUANTE MILLE (50.000) francs CFA non remboursable de frais d'ouverture de dossiers. Cette somme est payable de la manière suivante :

- DIX MILLE (10.000) francs CFA au moment du dépôt de la demande ;
- QUARANTE MILLE (40.000) francs CFA au moment du dépôt des dossiers technique et pédagogique.

Pour le renouvellement d'un permis d'ouverture d'une institution privée laïque ou confessionnelle d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle, les frais de dossiers sont fixés à VINGT CINQ MILLE (25.000) FRANCS CFA payables au moment de la demande.

Art. 7 — Les dossiers (personnel, technique et pédagogique) ainsi constitués aux termes des articles 1, 4 et 5 et l'avis du ministre de l'Enseignement Technique et de la Formation professionnelle prévu à l'article 2, sont transmis à la commission des permis d'ouverture d'institutions privées laïques ou confessionnelles de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle pour avis. La commission des permis d'ouverture d'institutions privées laïques ou confessionnelles de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle doit donner son avis dans un délai de un (1) mois à compter de la date de remise des dossiers technique et pédagogique dûment constitués.

Art. 8 — La décision finale de délivrance du permis est prise par le ministre de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle sur avis motivé de la commission des permis d'ouverture d'institutions privées laïques ou confessionnelles de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle.

Elle est communiquée par note adressée à l'intéressé, au Conseil Régional de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle et à l'Inspection Régionale de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle.

Art. 9 Le permis délivré couvre :

- le promoteur (personne physique ou morale)
- le personnel formateur et de direction
- les spécialités qui y sont inscrites
- les locaux, équipements et installations
- le règlement intérieur.

## Chapitre II — De la direction

Art. 10 — Tout directeur d'institution privée laïque ou confessionnelle d'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle doit répondre aux conditions ci-après énumérées :

- a) être de nationalité togolaise et jouir de tous ses droits civiques ;
- b) être âgé d'au moins trente (30) ans à la date de demande d'obtention ou de renouvellement du permis régi par les dispositions de l'arrêté n° 95/008/METFP du 01 juin 1995 ci-dessus visé ;
- c) être titulaire d'un diplôme de 2<sup>e</sup> cycle universitaire ou de tout autre diplôme équivalent et avoir cinq (5) années d'expérience professionnelle dans le secteur considéré.

Art. 11 — Tout promoteur (personne physique) d'institution privée laïque ou confessionnelle d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle ne réunissant pas les conditions mentionnées à l'article 10, doit se faire secondé par un directeur répondant aux dispositions précitées.

Art. 12 — Ne peut diriger une institution privée laïque ou confessionnelle d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle ou y dispenser des cours, toute personne qui a :  
 subi une condamnation définitive à une peine afflictive ou infamante  
 été déchu de tout ou partie de ses droits civiques  
 été frappé d'interdiction en vertu des dispositions de l'arrêté n° 95/008/METFP DU 01 JUIN 1995  
 été licencié ou révoqué en tant qu'agent de l'Etat.

## Chapitre III — Les conditions de fonctionnement

Art. 13 — Tout formateur d'une institution privée laïque ou confessionnelle d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle doit justifier d'un niveau scolaire jugé suffisant (copies certifiées conformes à l'original des diplômes et attestations) et approprié à la spécialité et au degré de qualification à enseigner. Ce niveau doit être au moins équivalent à celui exigé pour enseigner dans un établissement public similaire.

En outre, il peut être exigé du personnel formateur de certaines spécialités de justifier d'une expérience professionnelle pratique dans le domaine considéré, expérience dûment attestée par des copies certifiées conformes à l'original des certificats de travail.

A cet effet, toute personne appelée à dispenser des cours dans une institution privée laïque ou confessionnelle d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle doit produire un dossier composé des pièces ci-après mentionnées :

- une demande écrite timbrée à 500 francs CFA,
- une copie certifiée conforme à l'original du diplôme ou attestation,
- une copie certifiée conforme à l'origine du certificat de nationalité togolaise ou de la carte de séjour en cours de validité,
- un extrait de casier judiciaire datant de moins de trois (3) mois,
- un certificat médical délivré par un médecin de la santé publique,
- trois (3) photos d'identité.

Art. 14 — Le personnel formateur est préalablement soumis à un test de capacité professionnelle et doit suivre une formation pédagogique accélérée avant d'être chargé de la formation.

Le ministère de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle est chargé, sur demande des institutions concernées, de l'organisation des tests et des stages ci-dessus mentionnés.

Art. 15 — Dans une institution privée laïque ou confessionnelle d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle, le nombre de formateurs vacataires ne doit pas dépasser la moitié (50 %) du personnel formateur à plein temps.

Art. 16 — Le directeur d'une institution privée laïque ou confessionnelle d'Enseignement Technique Professionnelle doit consacrer son activité à plein temps à la bonne marche de son institution.

Art. 17 — Le directeur d'une institution privée laïque ou confessionnelle d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle est libre dans le choix de la méthode d'application du programme de formation compte tenu des profils à obtenir dans les spécialités agréées.

Art. 18 — La fin de formation est sanctionnée par un examen. Une réglementation en fixera les modalités pratiques d'organisation et de déroulement.

Art. 19 — Le règlement intérieur de l'établissement doit laisser apparaître :

- les critères de recrutement dans chaque spécialité compte tenu des exigences de l'examen de fin de formation,
- les périodes d'inscription (dates de début et de fin),
- les régimes de cours,
- les frais de formation (montant exigé à l'inscription, en cours de formation, à la participation à l'examen final et autres frais afférents),
- l'organisation de la discipline au sein de l'institution,
- les conditions d'hygiène et de sécurité.

Art. 20 — Un extrait du règlement intérieur à l'usage des apprenants doit leur être remis, lors de l'inscription.

Art. 21 — Tout changement ultérieur des locaux, des installations, des équipements ou toutes modifications fondamentales dans les spécialités et le règlement intérieur doivent recevoir l'accord préalable de la commission des permis d'ouverture d'institutions privées laïques ou confessionnelles de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle.

Art. 22 — Tout changement et toute vacance au poste de personnel formateur ou de directeur doivent être portés à la connaissance de la commission des permis d'ouverture d'institutions privées laïques ou confessionnelles de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle dans les quinze (15) jours pour approbation. L'intérim doit être assuré par une personne qualifiée en la matière. Des dispositions doivent être prises afin que les cours se poursuivent normalement.

Art. 23 — Le directeur d'une institution privée laïque ou confessionnelle d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle est tenu de communiquer à la commission des permis d'ouverture d'institutions privées laïques ou confessionnelles de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, au terme de chaque année et conformément aux dispositions de l'article 22 de l'arrêté n° 95/008/METFP du 01 juin 1995, un rapport d'activité annuelle mettant en relief, par spécialité et par degré de qualification :

- la capacité d'accueil,
- le nombre d'apprenants ayant terminé leur formation,
- le nombre d'apprenants ayant subi l'examen de fin de formation,
- le nombre d'apprenants reçus à l'examen de fin de formation,
- le nombre d'apprenants ayant passé l'examen de passage et le nombre d'admis en classe supérieure,
- le nombre d'apprenants éventuellement embauchés après formation,
- les relations de l'institution avec le marché de l'emploi.

#### **Chapitre IV — Du contrôle et de l'assistance du ministère de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle**



Art. 24 — Les institutions privées laïques ou confessionnelles d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle sont contrôlées et assistées du point de vue pédagogique, technique et administratif par le ministre de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle.

Les actions de contrôle et d'assistance portent sur :

- le respect des dispositions réglementaires en vigueur,
- l'application des programmes et plans de formation en vigueur,
- l'équipement dans les ateliers,
- la qualité de la formation dispensée,
- la formation et le recyclage du personnel formateur,
- l'organisation générale et la tenue de l'institution.

Art. 25 — Après chaque visite et dans le mois qui suit, un rapport est adressé au directeur de l'institution, comportant notamment les recommandations dont l'application est jugée nécessaire.

Art. 26 — Le ministère de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle organise des stages de formation, recyclage ou perfectionnement professionnels à l'intention du personnel formateur et de direction soit dans le cadre de la satisfaction des besoins exprimés par les institutions, soit dans le cadre de l'application des recommandations suite aux visites de contrôle et d'assistance.

#### Chapitre V — Des subventions

Art. 27 — Les décisions de reconnaissance à des fins de subventions d'une institution privée d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle sont prononcées par le ministre de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle sur avis de la commission des permis d'ouverture d'institutions privées ou confessionnelles de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle. La reconnaissance à des fins de subventions est sujette à des critères qui prendront en compte les filières de formation, leur relation avec les besoins du marché du travail, le nombre d'apprenants, les résultats aux différents examens de fin de formation.

#### Chapitre VI — Des sanctions

Art. 28 — Le non respect des dispositions en vigueur relatives au permis d'ouverture d'institutions privées laïques ou confessionnelles d'Enseignement Technique et de formation Professionnelle entraîne les mesures suivantes :

- 1 - un avertissement notifié par écrit et publié partout où besoin sera ;
- 2 - la fermeture de la ou des sections de formation mises en cause tant que les conditions jugées nécessaires n'auraient pas

été réunies pour un fonctionnement correct. Cette décision de fermeture sera notifiée par écrit et publiée partout où besoin sera ;

3 - la fermeture définitive de l'institution tant que les conditions jugées nécessaires n'auraient pas été réunies pour assurer la poursuite normale et correcte de la formation et du fonctionnement de l'institution. La décision de fermeture définitive sera notifiée par écrit et publiée partout où besoin sera.

L'institution privée reconnue coupable d'une infraction est passible d'une poursuite sommaire et d'un paiement d'une amende d'au moins CINQUANTE MILLE (50.000) francs CFA et d'au plus DEUX CENT MILLE (200.000) francs CFA. Toute récidive dans les deux ans entraîne une amende d'au moins TROIS CENT MILLE (300.000) francs CFA. et d'au plus CINQ CENT MILLE (500.000) francs CFA.

Si le contrevenant est une personne morale, le juge ou le tribunal peut, à sa disposition, augmenter les amendes précitées jusqu'à concurrence de SEPT CENT MILLE (700.000) francs CFA. pour une première amende et de UN MILLION (1.000.000) francs CFA. pour toute récidive dans les deux ans.

Art. 29 — Un retrait définitif du permis est prononcé dans le cas :

- d'inactivité de l'institution durant deux (2) années scolaires consécutives suite à la mesure figurant au point 3 de l'article 28 ;
- d'inactivité non portée à la connaissance du ministre de l'Enseignement Technique et de Formation professionnelle quelque soit le motif ;
- la condamnation judiciaire du détenteur pour crime ou délit contraire à la probité ou aux mœurs ;
- de privation par jugement du détenteur de tout ou partie des droits civiques.

#### Chapitre VII — Des dispositions diverses

Art. 30 — Les dispositions contenues dans le présent arrêté constituent des règlements complémentaires entrant en application de l'arrêté n° 95/008/METFP du 01 juin 1995 portant modalités d'ouverture d'institutions privées laïques ou confessionnelles d'Enseignement technique et de Formation Professionnelle.

Art. 31 — Le directeur de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle est chargé de l'application du présent arrêté qui prend effet pour compter de la date de sa signature et sera publié au *Journal Officiel* de la République togolaise.

Lomé le 15 juin 1995  
**Bamouni S. BABA**



**MINISTERE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL,  
DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DES AFFAIRES  
SOCIALES**

Arrêté n° 565/METFPAS du 2/6/95 — M. AWITY Blewussi Blaise, infirmier d'Etat de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon, du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, en service au CHU de Lomé est révoqué de ses fonctions sans suspension de droits à pension à compter du 31 octobre 1980 pour abandon de poste.

Arrêté n° 566/METFPAS du 2/6/95 — M. AMEDOME Komi, n° mle 022617-B, instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon du cadre des fonctionnaires de l'Enseignement, en service à l'Ecole Primaire Publique de Djemegni (préfecture du Haho), suspendu de ses fonctions suivant arrêté n° 566/METFPAS est déféré devant le conseil de discipline.

La commission qui remplit le rôle du conseil de discipline est composée comme suit :

**Président :**

M. BINIZI Essoboziwè, n° mle 013772-W, attaché d'administration principal 3<sup>e</sup> échelon en service au ministère de l'Economie et des Finances.

**Membres :**

MM. TIOU Tombozou, n° mle 031626-C, instituteur de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon, en service au CEG de Nyékonakpoè.

ADOM Aboutou, n° mle 010799-Z, instituteur de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon en service au CEG de Tokoin Centre.

KPIZIA Sindjalim Kpatcha, n° mle 031560-A, instituteur de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon, en service au CEG Tokoin Solidarité.

KARKA Sambone-Mèbissou, attaché d'administration de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon, en service au ministère de l'Economie et des Finances est nommé rapporteur dudit conseil.

Le conseil de discipline devra répondre aux questions suivantes :

- 1) M. AMEDOME s'est-il rendu coupable en abandonnant son poste ?
- 2) La manière habituelle de servir de l'intéressé laisse-t-elle à désirer ?

Mérite-t-il l'une des sanctions prévues par l'article 41 de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968 ?

Dans l'affirmative laquelle ? Le conseil donnera son avis en commençant par la sanction la plus élevée.

Le président du conseil ci-dessus désigné est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n° 567/METFPAS du 6/6/95 — M. TEDIHOU Sébiya, n° mle 006438-G, ingénieur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, en service à la direction régionale du Développement rural de la Kara est placé dans la position de détachement pour servir auprès de l'Office des Produits Agricoles du Togo (OPAT) pour une durée de cinq (5) ans, valable du 1<sup>er</sup> janvier 1995 au 31 décembre 1999 inclus.

Durant le détachement, les émoluments de M. TEDIHOU ainsi que la contribution complémentaire de 20 % à la Caisse de Retraites du Togo seront à la charge dudit Office.

L'intéressé subira sur son traitement incidaire de base la retenue pour pension de 7 %.

Arrêté n° 568/METFPAS du 6/6/95 — M. ATI-DJOBO Tchagbéléwou Difézi, n° mle 026693-X, ingénieur adjoint des eaux et forêts de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon (cat B - ind 1350) du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, titulaire de l'attestation du diplôme de l'Ecole Forestière du Banco en Côte d'Ivoire à l'issue d'un stage de formation professionnelle d'une durée de deux (2) ans, est intégré dans la catégorie A2 en qualité de technicien supérieur des eaux et forêts de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon (indice 1400) à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1993, date de son retour de stage et conserve son affectation actuelle (section 21, chapitre 29 du budget général).

L'ancienneté dans la nouvelle catégorie est acquise à compter du 3 septembre 1991, date du dernier avancement automatique d'échelon de l'intéressé.

Arrêté n° 569/METFPAS du 6/6/95 — M. NUKUNU Kodjovi Elavagnon, n° mle 014054-Y, comptable de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage est titularisé dans son grade à compter du 1<sup>er</sup> juin 1989 et conserve une ancienneté d'un an.

Arrêté n° 570/METFPAS du 6/6/95 — M. ASSIMA Bitassa Yawo, n° mle 017274-C, administrateur civil de 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1300), du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son grade à compter du 23 février 1995 et conserve une ancienneté d'un an.

Arrêté n° 572/METFPAS du 6/6/95 — Est constatée à compter du 26 décembre 1994 la reprise de service de Mlle CHAKPLA Dodji Adjoya, n° mle 033467-V, sténodactylo correspondante de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en service à la direction de l'Elevage et des Pêches à Lomé mise en position de stage de formation professionnelle à l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) à Lomé suivant arrêté n° 1071/METFPAS du 12 octobre 1994.

L'intéressée est remise à la disposition du ministre du Développement rural, de l'Environnement et du Tourisme.

Arrêté n° 575/METFPAS du 6/6/95 — M. BELEYI Toyi Lolo, n° mle 030059-V, préposé des douanes de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon (catégorie D-indice 390) du cadre des fonctionnaires des douanes est rayé de ce cadre et intégré dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité de commis d'administration de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon (catégorie D-indice 390) conformément aux dispositions de l'article 29 de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968 et des articles 44 et 46 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969 et conserve son ancienneté et son affectation actuelle (section 9, chapitre 25 du budget général).

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 576/METFPAS du 7/6/95 — Les fonctionnaires ci-après désignés relevant des différents ministères qui ont accompli trente (30) ans de services effectifs sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1995.

#### MINISTERE DE L'EQUIPEMENT

- ANATO Sowanou A. Kokoewoku, n° mle 004392-A, agent spécialisé P.T.T. de C. E.

#### MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DE LA CULTURE

- ABBEY Anaté, n° mle 004377-B, animat. chaîne TV Radio de C. E.

#### MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

- KANTONI Djidama, n° mle 004420-N, agent spécialisé T.P. ppal de C.E.

#### MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

- OHINI Kodzo, n° mle 004407-H, agent d'assiette impôts de C. E.

#### MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DU TOURISME

- KOUAMI Kokou, n° mle 003258-C, techn. sup. développ. de C. E.
- DEDJO Djossouvi, n° mle 004408-J, techn. sup. développ. ppal 3<sup>e</sup> échelon
- EZA Kossi Anani, n° mle 021597-F, ing. adjt agricul. de C. E.
- BAMA Komi, n° mle 004389-F, ing. adjt d'élevage de C.E.
- AKOMATSRI Kokouvi, n° mle 004388-W, adjt techn. agro de C. E.

#### MINISTERE DE LA SANTE, DE LA POPULATION ET DE LA SOLIDARITÉ NATIONALE

- EDORH Hohionou, épse MENSAH, n° mle 004425-B, assistante médicale de C. E.
- AGBEKA Enyonam Womeko, épse Wood, n° mle 004442-U, laborantine d'Etat de C.E.
- JONDOH Kafui Adjoavi Sika, épse GOEH-AKUE, n° mle 004429-P, sage-femme de C.E.
- BRENNER Zetty, n° mle 004422-G, sage-femme de C.E.

Arrêté n° 577/METFPAS du 7/6/95 — M. DEGBE Madétawoé, n° mle 032444-W, inspecteur des impôts de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie A2, indice 1100) du cadre des fonctionnaires des contributions directes qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son grade à compter du 23 février 1995 et conserve une ancienneté d'un an.

Arrêté n° 579/METFPAS du 12/6/95 — Est rapporté en ce qui concerne M. BORONKOME Dadja, n° mle 035007-H, adjoint administratif principal 2<sup>e</sup> échelon, l'arrêté n° 1057/METFP du 27 août 1992 constatant absence irrégulière.

Arrêté n° 582/METFPAS du 12/6/95 — Mme ATTIPOE Amivi Ehui, épouse MABLE, n° mle 006125-X, infirmière d'Etat principal 3<sup>e</sup> échelon (catégorie C - indice 1000) du cadre du personnel médical et technique de la Santé publique, est promue au grade d'infirmière d'Etat de classe exceptionnelle à compter du 25 septembre 1992.

Arrêté n° 583/METFPAS du 12/6/95 — Est constatée à compter du 21 décembre 1994, la reprise de service de M. DAGBA Kwami, n° mle 032180-W, technicien de commerce de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon précédemment en service au ministère de l'Industrie et des Sociétés d'Etat, mis en position de stage de formation professionnelle à l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) à Lomé suivant arrêté n° 448/METFP du 20 avril 1994.

L'intéressé est remis à la disposition du ministère de l'Industrie et des Sociétés d'Etat.

Arrêté n° 584/METFPAS du 12/6/95 — Est constatée à compter du 21 décembre 1994, la reprise de service de M. EHA Koffi, n° mle 034229-X, secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, précédemment en service à la direction des finances, mis en position de stage de formation professionnelle à l'Ecole Nationale d'Administration (E.N.A.) suivant arrêté n° 0222/METFPAS du 21 mars 1995.

L'intéressé est remis à la disposition du ministre de l'Economie et des Finances.

Arrêté n° 585/METFPAS du 12/6/95 — Est rapporté en ce qui concerne les agents ci-après désignés relevant des différents Ministères l'arrêté n° 1057/METFP du 27 août 1992 constatant absence irrégulière.

#### MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA DECENTRALISATION

MM. AKAKPOTSE K. Agbenche Kokouvi, n° mle 035090-U, gardien de la paix 2<sup>e</sup> échelon  
ALIDOU Alassani, n° mle 025690-L, gardien de la paix 6<sup>e</sup> échelon  
AMADOU Mamoura, n° mle 034421-X, gardien de la paix 4<sup>e</sup> échelon  
APEDO Kossi Mokpli, n° mle 035326-Q, gardien de la paix 3<sup>e</sup> échelon  
ASSOGOE Kossi Alomenyo Gaglozu, n° mle 025702-Q, gardien de la paix 6<sup>e</sup> échelon  
BATCHASSI Essossimna, n° mle 035455-R, gardien de la paix 3<sup>e</sup> échelon  
BOWLI Kodjo Natemeye, n° mle 003972-E, brigadier chef de police 5<sup>e</sup> échelon  
KONGO Ekoué Tété, n° mle 015672-A, gardien de la paix 7<sup>e</sup> échelon  
KOUWODO Danklou, n° mle 014551-R, gardien de la paix 7<sup>e</sup> échelon  
KUEGAH Ekué Ayaovi, n° mle 012807-H, gardien de la paix 7<sup>e</sup> échelon  
SEHOUBO Yedomon, n° mle 035417-T, gardien de la paix 3<sup>e</sup> échelon  
SOGOYOU Aklesso, n° mle 035502-G, gardien de la paix 3<sup>e</sup> échelon  
OURO-NILE Aboubakari, n° mle 025868-W, gardien de la paix 6<sup>e</sup> échelon  
PARKEY Komi Wella, n° mle 010010-U, gardien de la paix 7<sup>e</sup> échelon  
PILOS Somalou Passimassouwé, n° mle 025877-X, gardien de la paix 2<sup>e</sup> échelon

TCHALIM Abalo, n° mle 014579-V, gardien de la paix 7<sup>e</sup> échelon

TCHENDIE Essohanam Bilanté, n° mle 033877-P, gardien de la paix 4<sup>e</sup> échelon

YERIMA N'Guebilawe Amidou, n° mle 011404-N, brigadier de police 2<sup>e</sup> échelon

#### MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

M. AMOUSSOU-KPETO Komlan, n° mle 030230-Y, secrétaire d'administration de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon

Arrêté n° 586/METFPAS du 13/6/95 — Les fonctionnaires ci-dessous désignés du cadre des fonctionnaires de l'Administration générale sont promus au grade supérieur de leur corps dans les conditions suivantes :

Matricule	nom et prénoms	date effet	durée	date effet	ancienneté	suspension	nouvelle situation	matrimoniale
-----------	----------------	------------	-------	------------	------------	------------	--------------------	--------------

Corps : adjoint administratif      catégorie : C

Du grade adjoint administratif								
1 <sup>re</sup> classe 3 <sup>e</sup> échelon							indice : 900	
Au grade adjoint administratif principal 1 <sup>er</sup> échelon								
027986 U AGNOVI Kodjo Amegnon		01/06/92		01/06/94				
Du grade adjoint administratif								
2 <sup>e</sup> classe 4 <sup>e</sup> échelon							indice : 750	
027988 N Koffi Mawussinu Eyah		02/05/91		2/05/93				

Corps : sténo-dactylo correspondancier      catégorie : C

Du grade sténo-dactylo correspondancier								
1 <sup>re</sup> classe 3 <sup>e</sup> échelon								
du grade sténo-dactylo correspondancier principal 1 <sup>er</sup> échelon							indice : 900	
022756 N Fiawoo Sénamié Komi		01/06/92		01/06/94				

Arrêté n° 587/METFPAS du 13/6/95 — Les fonctionnaires ci-dessous désignés sont promus au grade supérieur de leur corps dans les conditions suivantes :

Matricule	nom et prénoms	Date effet	ancienneté	nouvelle situation	catégorie
					A2

Corps : documentaliste      catégorie : A2

Du grade documentaliste					
2 <sup>e</sup> classe 4 <sup>e</sup> échelon					

Au grade documen-  
1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon

indice : 1500

034683 D Kpogli Quashie 01/09/92 01/09/94

Arrêté n° 604/METFPAS du 13/6/95 — Les fonctionnaires ci-après désignés relevant des différents ministères sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1995 pour limite d'âge.

#### MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA DECENTRALISATION

— GBENYOH Nako, épse KOFFI, n° mle 007557-F, adjoint administratif de 1<sup>re</sup> cl. 1<sup>er</sup> éch.

#### MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

— FADIKPE yatoundé Abla, n° mle 014072-S, inst. adjt. de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon.

#### MINISTERE DE LA SANTE, DE LA POPULATION ET DE LA SOLIDARITE NATIONALE

- KPODAR Ayélé M. épse. OLYMPIO, n° mle 004432-J, assistante médicale de C.E.
- ADANLETE Adjanoh Lolonyo, épse. GBEDEVI, n° mle 004441-K, infirmière d'Etat de C.E.
- AGBOBLY-ATAYI Ayoko, épse. OCLOO, n° mle 004653-F, laborantine d'Etat de C. E.

#### MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU TOURISME

- KLOUGBO Komi Abotsi, n° mle 005019-D, tech. tourisme hôtellerie de C.E.
- HADZI Kokouvi, n° mle 007010-U, adjt. tech. T.P. en chef 3<sup>e</sup> échelon

Arrêté n° 607/METFPAS du 13/6/95 — Est constatée à compter des dates suivantes, la reprise de service des agents ci-après désignés relevant du ministère de l'Education nationale et de la Recherche scientifique.

#### 27 décembre 1994

- AYITE Dotsè, n° mle 032082-C, adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon en service à la Direction Régionale de la Planification de l'Education

#### 20 décembre 1994

- GABLA Kodjo Tawia, n° mle 011960-S, adjoint administratif principal 2<sup>e</sup> échelon, en service à la DIFOP - Lomé
- GBLOMATSI Koku, n° mle 013773-F, adjoint administratif principal 2<sup>e</sup> échelon, en service au Village du Bénin

#### 29 décembre 1994

- GBETOULA Têko S. Seinamey, n° mle 021434-U, conseiller adjoint d'orientation scolaire et sportif de 2<sup>e</sup> cl. 2<sup>e</sup> éch. en service au C.O.S.P. à Vogan

#### 3 janvier 1995

- MENSAH Kossi Mihlamgidi, n° mle 032097-B, adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon en service à la Direction Régionale de la Planification de l'Education Sokodé

Les intéressés sont remis à la disposition du ministre de l'Education nationale et de la Recherche scientifique.

Arrêté n° 608/METFPAS du 13/6/95 — Les fonctionnaires ci-après désignés, placés dans la position de détachement suivant arrêté n° 172/METFP du 6 juillet 1993 pour servir auprès de l'Organisation Mondiale de la Santé (O.M.S.) sont maintenus dans cette même position dans les conditions suivantes :

#### du 4 avril 1995 au 31 décembre 1996 inclus

- AKPOBOUA Batawaya Komlan, n° mle 011151-H, médecin inspecteur 2<sup>e</sup> échelon

#### du 1<sup>er</sup> juillet 1995 au 30 juin 1997 inclus

- SEKETELI Azodola, n° mle 035310-G, ingénieur de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon

Durant la période du détachement, les émoluments des MM. AKPOBOUA et SEKETELI seront à la charge de l'OMS et la contribution complémentaire de 20 % à la Caisse de Retraites du Togo sera imputée sur le budget général du Togo, en application des dispositions de l'article 62-3<sup>e</sup> alinéa de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991.

Les intéressés subiront sur leur traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 7 %.

Arrêté n° 609/METFPAS du 13/6/95 — Est constatée à compter du 21 décembre 1994, la reprise de service de M. TOHONOU Mensah G. Dodji, n° mle 031772-W, adjoint administratif de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale précédemment en service à la Direction des Impôts à Lomé mis en position de stage de formation professionnelle à l'Ecole Nationale d'Administration de Lomé suivant arrêté n° 730/METFP du 24 novembre 1993.

L'intéressé est remis à la disposition du ministre de l'Economie et des Finances.

Arrêté n° 615/METFPAS du 22/6/95 — Mme ADJOMAYI Ayoko, épouse KAVEGE, n° mle 004732-N, sage-femme de classe exceptionnelle du cadre du personnel médical et technique de la Santé publique en service à la PMI de Bè-Gbényédji est admise sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 5 juillet 1995 conformément aux dispositions de l'article 8, 1<sup>er</sup> alinéa de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991.

Arrêté n° 616/METFPAS du 22/6/95 — M. AKAKPO Kodjo N'Do, n° mle 008883-D, attaché d'administration de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie A2 - indice 1100), du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son grade à compter du 1<sup>er</sup> mars 1995 et conserve une ancienneté d'un an.

Arrêté n° 617/METFP du 22/6/95 — Est constaté à compter du 7 mars 1995, le retour de stage de M. ALABI Lawani, n° mle 030962-U, ingénieur des travaux agricoles de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits précédemment en service à la Direction de l'élevage et des Pêches désigné pour suivre un stage de formation professionnelle en République Populaire de Chine suivant arrêté n° 009/METFP du 6 janvier 1992.

L'intéressé est remis à la disposition du ministre du Développement Rural, de l'Environnement et du Tourisme.

Arrêté n° 619/METFP du 22/6/95 — Est rapporté en ce qui concerne M. YAOTSE Komi, n° mle 004270-Q, instituteur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon, en service à l'Ecole Primaire Publique de Gamé-Centre, l'arrêté n° 0239/METFPAS du 23 mai 1995 portant admission à la retraite.

M. YAOTSE Komi, n° mle 004270-Q, instituteur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service à l'Ecole Primaire Publique de Gamé-Centre (préfecture du Zio) qui a accompli trente (30) ans de services effectifs est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1<sup>er</sup> septembre 1995.

**RECTIFICATIF** du 6/6/95 à l'arrêté n° 0379/METFP du 2 mai 1995 constatant reprise de service.

#### Au lieu de :

— Est et demeure constatée à compter du 21 septembre 1994, la reprise de service des agents ci-après désignés du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage des eaux et forêts et du conditionnement des produits mis en position de stage de formation professionnelle à l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) à Lomé suivant les arrêtés n°s 747 et 748/METFP-AS du 1<sup>er</sup> juillet 1992.

MM. DJETELY Nakpane, n° mle 014764-N, ingénieur-adjoint d'agriculture de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon.

AZIABU Vinyuie, n° mle 020476-N, adjoint technique d'agriculture de classe exceptionnelle.

#### Lire :

— Est et demeure constatée à compter du 21 décembre 1994, la reprise de service des agents ci-après désignés du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits mis en position de stage de formation professionnelle à l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) à Lomé suivant les arrêtés n°s 747 et 748/METFP-AS du 2 mai 1995.

MM. DJETELY Nakpane, n° mle 014764-N, ingénieur-adjoint d'agriculture de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon.

AZIABU Vinyuie, n° mle 020476-N, adjoint technique d'agriculture de classe exceptionnelle.

#### Le reste sans changement

**RECTIFICATIF** du 7/6/95 à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté n° 654/METFP du 8 juin 1994 portant admission à la retraite.

Les fonctionnaires ci-après désignés relevant des différents ministères qui ont accompli trente (30) ans de services effectifs sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter des dates suivantes :

**1<sup>er</sup> septembre 1994**

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE  
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

#### Au lieu de

GAYIBOR Débi A. épse ADOTE, n° mle 003728-S, inst. adj. 3<sup>e</sup> cl. 4<sup>e</sup> éch.

**Lire**

GAYIBOR Débi A., épse ADOTE, n° mle 003728-S, inst. adjt. de 2<sup>e</sup> cl. 1<sup>er</sup> éch.

Le reste sans changement

*RECTIFICATIF du 7/6/95 à l'arrêté n° 1271/METFPAS du 23 décembre 1994 portant admission à la retraite.*

Les fonctionnaires ci-après désignés relevant des différents ministères sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1995 pour limite d'âge.

**MINISTERE DE LA SANTE, DE LA POPULATION  
ET DE LA SOLIDARITE NATIONALE**

*Au lieu de*

NAYO Kossiwa, épse. AMEDEGNATO, n° mle 002765-X, agent tech. de santé ppal 1<sup>er</sup> échelon

**Lire**

NAYO Kossiwa, épse. AMEDEGNATO, n° mle 002765-X, infirmière d'Etat ppal 2<sup>e</sup> échelon

Le reste sans changement

**MINISTERE DE L'EQUIPEMENT**

Décision n° 37/ME/CAB du 14/6/95 — Mlle EDORH Viwoalo Marie Claire, n° mle 039455-Z adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe, 2<sup>e</sup> échelon affectée à la Direction Générale des Travaux Publics par Décision n° 0517/ME/CAB du 12 juin 1995 est nommée Chef du Secrétariat Central en remplacement de M. AHOLLOO Apélété admis à la retraite.

Les émoluments de Mlle EDORH Viwoalo Marie Claire restent imputables sur le chapitre 41-11 du Budget Général.

La présente décision prend effet pour compter de la date de sa signature.

sera.

**MAIRIE DE LOME**

Arrêté n° 112/ML du 2/6/95 — Durant la mission de M. Amouzouvi AKAKPO, Maire de la Ville de Lomé, M. LIMAZIE Tér Pôyôdjeba, adjoint permanent au Maire de Lomé et en l'absence de ce dernier, M. ADJANOH Kogli

Assionou, adjoint au Maire chargé du 5<sup>e</sup> Arrondissement, sont chargés de l'expédition des affaires courantes de la Commune de Lomé.

Le présent arrêté prend effet pour compter du mardi 6 juin 1995.

**DIVERS**

**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**

Arrêté n° 70/MEF/CR du 12/6/95 — Une pension civile proportionnelle (pourcentage 56 %) au montant annuel de SEPT CENT SOIXANTE SEIZE MILLE SEPT CENT (776.700) FRANCS pour compter du 28 septembre 1989 et de HUIT CENT QUINZE MILLE CINQ CENT TRENTE SIX (815.536) FRANCS pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1990 est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. SAVI DE TOVE Komlagan, agent Technique de classe exceptionnelle du corps du personnel des fonctionnaires des Travaux Publics (indice 1750) admis à la retraite.

M. SAVI DE TOVE Komlagan pourra prétendre, pour compter du 28 septembre 1989 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de son 4<sup>e</sup> enfant Kossiwa née le 30 août 1970.

Arrêté n° 71/MEF/CR du 12/6/95 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à chacun des orphelins ci-après désignés (dans la limite de cinq enfants):

Komi Edy, né le 20 janvier 1979  
Essi Naba, née le 4 avril 1982  
Awussouh Yawu, né le 28 juin 1984  
Kossiwa Inna, née le 20 juillet 1986  
Koffi Mawusé, né le 9 octobre 1987  
Adjo Délali, née le 26 juin 1989.

enfants de feu IBOUE Akossi Kufualé, gardien de la paix 6<sup>e</sup> échelon (indice 470 pourcentage 37 %) décédé en activité le 25 décembre 1990 une pension temporaire d'orphelins pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1991.

Le montant annuel de la pension allouée ci-dessus est fixé à VINGT QUATRE MILLE (24.000) FRANCS par orphelin en vertu de l'article 23 paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963 et non aux résultats qu'ont donnés, les calculs effectués sur la base du paragraphe 1 du même article.

En application des dispositions de l'article 23 paragraphe II de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, la pension devant revenir aux veuves de feu IBOUE Akossi Kufualé, inhabile est reversée à l'ensemble des orphelins ci-dessus désignés.



Le montant annuel de la pension reversée aux orphelins ci-dessus est fixé à SOIXANTE DOUZE MILLE TROIS CENT CINQUANTE HUIT (72.358) FRANCS pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1991.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. IBOUE Assao Komla, administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

**RECTIFICATIF** du 12/6/95 à l'arrêté n° 157/MEF/CR du 7/12/93 portant concession d'une pension d'orphelins.

**Au lieu de :**

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de Mme DANSOU Rose, administratrice des biens et tutrice des orphelins du de cujus.

**Lire :**

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de veuve ESSI Ayaovi née GUIDI, administratrice des biens et tutrice des orphelins du de cujus.

Le reste sans changement

**CAISSE DE RETRAITES DU TOGO**

Décision n° 347/CRT/DP du 1/6/95 — Une pension civile d'ancienneté (indice 2000, pourcentage 75 %) au montant annuel de UN MILLION DEUX CENT QUARANTE HUIT MILLE DEUX CENT SOIXANTE SEIZE (1.248.276) FRANCS est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. TEIKO Foli Amatékpe, ingénieur des Travaux Radio en Chef 3<sup>e</sup> échelon du corps du personnel de la Radiodiffusion, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> octobre 1994.

M. TEIKO Foli Amatékpe pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1994 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 3<sup>e</sup> au 6<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Armah, né le 9 mars 1964  
 Ashangbor, né le 30 septembre 1965  
 Ayélé, née le 3 mars 1981  
 Ayélé Notoukpé, née le 18 mai 1989  
 Akoète Agossa Awumé, né le 4 août 1994  
 Akoète Agossou, né le 4 août 1994

Kossivi, né le 28 février 1971

Afi, née le 8 décembre 1972

Ayaba, née le 29 mars 1979

Le montant annuel de cette majoration est fixé à CENT QUATRE VINGT SIX MILLE QUATRE CENT DIX (186.410) FRANCS pour compter du 1<sup>er</sup> mai 1995.

Par application des dispositions de l'article 20, paragraphe VI de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, M. GRUNITZKY Yao, Inspecteur Central du Trésor ne pourra plus bénéficier des allocations familiales au titre de ses enfants ci-dessus désignés pour compter du 1<sup>er</sup> mai 1995.

Décision n° 355/CRT/DP du 2/6/95 — Par application des dispositions de l'article 20, paragraphe IV de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, il est alloué à M. ATAMON Karo, Soldat de 1<sup>re</sup> classe 6<sup>e</sup> échelon n° mle 1909 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale DEUX CENT CINQUANTE NEUF MILLE SIX CENT QUARANTE QUATRE (259.644) FRANCS l'an pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1994 au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 3<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Adjia, né le 24 juillet 1975

Sougoum, né le 10 septembre 1977

Mada, née le 25 juillet 1978

Le montant annuel de cette majoration est fixé à VINGT CINQ MILLE NEUF CENT SOIXANTE QUATRE (25.964) FRANCS pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1994.

Par application des dispositions de l'article 20, paragraphe VI de la loi n° 91 - 11 du 23 mai 1991, M. ATAMON Karo, ne pourra plus bénéficier des allocations familiales au titre de ses enfants ci-dessus désignés pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1994.

Décision n° 360/CRT/DP du 2/6/95 — Une pension civile d'ancienneté (indice 2100, pourcentage 75 %) au montant annuel de UN MILLION TROIS CENT DIX MILLE SIX CENT QUATRE VINGT HUIT (1.310.688) FRANCS est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. KINHOLE Viwoassi Lenovissi, attaché d'administration de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'administration, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> janvier 1994.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. KINHOLE Viwoassi Lenovissi pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1994 une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 3<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :



Mawuëna Amegni-Mabou, né le 27 octobre 1968  
 Mawuënam Mawulé Mokpokpo Akpédjé, née le  
 11 septembre 1970  
 Mawusi Loulou né le 9 mars 1974

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixée à CENT TRENTE UN MILLE SOIXANTE NEUF (131.069) FRANCS pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1994.

Les retenues restant, dues par M. KINHOLE Viwoassi Lenovissi au titre de la validation des périodes auxiliaires seront précomptées sur les arrérages de la présente pension.

Décision n° 361/CRT/DP du 2/6/95 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 950, pourcentage 80 %) au montant annuel de SIX CENT TRENTE DEUX MILLE QUATRE CENT SOIXANTE (632.460) FRANCS est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. BEWI Badoh, maréchal des logis-chef 6<sup>e</sup> échelon n° mle 300 du corps du personnel des Gardiens de Préfecture, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> août 1992.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. BEWI Badoh pour compter du 1<sup>er</sup> août 1992 une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 6<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Kpouu, né le 28 août 1963  
 Gilbert, né le 12 février 1968  
 Akuvi, née le 21 mai 1969  
 Keméou, née le 3 novembre 1971  
 Abalo, né le 7 août 1972  
 Magnindédom, né le 5 mai 1974

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à CENT CINQUANTE HUIT MILLE CENT QUINZE (158.115) FRANCS pour compter du 1<sup>er</sup> août 1992.

M. BEWI Badoh pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> août 1992 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7<sup>e</sup> au 20<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Kouméa Mawolowe, née le 9 mai 1974  
 Mamazouè, né le 28 août 1974  
 Pinamilé, née le 7 mars 1975  
 Essohouna, né le 23 décembre 1976  
 Kpatcha, né le 13 février 1977  
 Toyi, né le 13 février 1977  
 Esso-Yomaiwè, née le 21 septembre 1979  
 Mendingwè, née le 19 février 1980

Magnoudewa, née le 13 décembre 1980  
 Pamazi, né le 10 septembre 1982  
 Balakibawi, né le 1<sup>er</sup> mai 1985  
 Somialo, née le 23 mai 1987  
 Pya-Halo, née le 13 octobre 1987  
 Manzolmani, née le 13 mars 1990.

Décision n° 348/CRT /DP du 1/6/95 — Une pension civile d'ancienneté (indice 2800, pourcentage 80 %) au montant annuel de UN MILLION HUIT CENT SOIXANTE QUATRE MILLE QUATRE VINGT DOUZE (1.864.092) FRANCS est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. DAGBOVIE Komlavi, Pharmacien Inspecteur de classe exceptionnelle du corps du personnel médical et technique de la santé publique admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> décembre 1993

M. DAGBOVIE Komlavi pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> décembre 1993 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants ( du 1<sup>er</sup> au 6<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Oyram, né le 22 juin 1987  
 Akpédjé, née le 16 décembre 1988.

Décision n° 351/CRT/DP du 2/6/95 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 1200, pourcentage 80 %) au montant annuel de SEPT CENT QUATRE VINGT DIX HUIT MILLE NEUF CENTS (798.900) FRANCS est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. ANAKA Biyobé Masamisso, adjudant 4<sup>e</sup> échelon n° mle 269 du corps du personnel des gardiens de préfecture, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> août 1992.

M. ANAKA Biyobé Masamisso pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> août 1992 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants ( du 1<sup>er</sup> au 7<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Essohanam, né le 10 septembre 1972  
 Mèfeinoyou, né le 28 juin 1975  
 Boyodé, né le 03 avril 1977  
 Bozo Bédou, née le 30 juin 1978  
 Maya-Ani, né le 11 mai 1979  
 Essoyomèwè, née le 11 avril 1982  
 Babissinabadi, né le 20 mai 1983.

Décision n° 352/CRT/DP du 2/6/95 — Une pension civile d'ancienneté (indice 670, pourcentage 80 %) au montant annuel de QUATRE CENT QUARANTE SIX MILLE CINQUANTE DEUX (446.052) FRANCS est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. TETE Messan Komlanvi Eyomékpó, Commis d'administration de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'Administration Générale, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> janvier 1994.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. TETE Messan Komlanvi Eyomékpó pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1994 une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 6<sup>e</sup> enfants ci-après désignés :

Kokou Edjito Eyéna, né le 15 février 1961  
 Kokouvi Edotom Assogba, né le 2 octobre 1963  
 Afi Elonam Agbalé, née le 6 août 1965  
 Akouélévi Adjovi Nyinfoumi, née le 21 avril 1969  
 Akouétévi Kodjogan Ayéna, né le 21 avril 1969  
 Koffi Ogbonin Obandjè, né le 8 mai 1970

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à CENT ONZE MILLE CINQ CENT TREIZE (111.513) FRANCS pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1994.

M. TETE Messan Komlanvi Eyomékpó pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1994 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 9<sup>e</sup> au 15<sup>e</sup> rang) ci-après désignés dans la limite de six :

Edoh Kodjovi Agbo, né le 1<sup>er</sup> novembre 1971  
 Yao Agbo Tsègui, né le 22 mars 1973  
 Amèyo Dopé Essoènam-Makafui, née le 23 novembre 1974  
 Yaovi Monniyièlè Ognandón, né le 28 décembre 1978  
 Ablavi Adéri, née le 27 avril 1982  
 Kodjovi Ayétché, né le 20 janvier 1986  
 Kodjo Edjèm Ayéfounin, né le 25 septembre 1989  
 Atchadé Albert, né le 11 novembre 1991  
 Ayabavi Mawutoe, née le 22 juin 1992

Les retenues restant dues par M. TETE Messan Komlanvi Eyomékpó seront précomptées sur les arrérages de la présente pension.

Décision n° 353/CRT/DP du 2/6/95 — Par application des dispositions de l'article 20, paragraphe 4 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, le taux de la majoration pour enfants allouée à M. AFO Issaka, adjudant 3<sup>e</sup> échelon n° mie 0413 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises est porté pour compter du 1<sup>er</sup> août 1994 de 15 % à 20 % de sa pension principale de SIX CENT QUATRE VINGT DIX NEUF MILLE TRENTÉ SIX (699.036) FRANCS l'an au titre de son 5<sup>e</sup> enfant Djaliha née le 14 juillet 1978.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à CENT TRENTÉ NEUF MILLE HUIT CENT SEPT (139.807) FRANCS pour compter du 1<sup>er</sup> août 1994.

Par application des dispositions de l'article 20, paragraphe 6 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, M. AFO Issaka ne pourra plus bénéficier des allocations familiales pour compter du 1<sup>er</sup> août 1994 au titre de son enfant ci-dessus désigné.

Décision n° 354/CRT/DP du 2/6/95 — Par application des dispositions de l'article 20, paragraphe IV de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991 il est alloué à M. GRUNISTZKY Yao, Inspecteur Central de classe exceptionnelle du corps du personnel du Trésor une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale de UN MILLION HUIT CENT SOIXANTE QUATRE MILLE QUATRE VINGT DOUZE (1.864.092) FRANCS l'an pour compter du 1<sup>er</sup> mai 1995 au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 3<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Kossivi, né le 28 février 1971  
 Afi, née le 08 décembre 1972  
 Ayaba, née le 29 mars 1979

Le montant annuel de cette majoration est fixé à CENT QUATRE VINGT SIX MILLE QUATRE CENT DIX (186.410) FRANCS pour compter du 1<sup>er</sup> mai 1995.

Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe VI de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, M. GRUNISTZKY Yao, Inspecteur Central du Trésor ne pourra plus bénéficier des allocations familiales au titre de ses enfants ci-dessus désignés pour compter du 1<sup>er</sup> mai 1995

Décision n° 362/CRT/DP du 2/6/95 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 2500, pourcentage 80 %) au montant annuel de UN MILLION SIX CENT SOIXANTE QUATRE MILLE TROIS CENT SOIXANTE QUATRE (1.664.364) FRANCS est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. FONDOUMI Fongbédji, commandant, 3<sup>e</sup> échelon du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> octobre 1994.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. FONDOUMI Fongbédji pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1994 une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 3<sup>e</sup> rang) ci après désignés :

Kodjo Ayéfoumi, né le 15 avril 1968  
 Kossiwa Doki Odayétchemi, née le 07 janvier 1973  
 Kodonnin Odjouma, née le 15 septembre 1977

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à CENT SOIXANTE SIX MILLE QUATRE CENT TRENTÉ SEPT (1.66.437) FRANCS pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1994.

M. FONDOUMI Fongbédji, pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1994 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant :

Géwa Odayé Adonkpé, née le 23 février 1981.

Décision n° 363/CRT/DP du 7/6/95 — Une pension militaire proportionnelle (indice 480, pourcentage 40 %) au montant annuel de CENT CINQUANTE NEUF MILLE SEPT CENT QUATRE VINGTS (159.780) FRANCS est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. KOUBENOU Koami, Soldat de 1<sup>re</sup> classe 6<sup>e</sup> échelon n° mle 4727 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> juillet 1994.

M. KOUBENOU Koami pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1994 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 8<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Koakou Novivo, né le 14 septembre 1983  
Kossiwa Mawoussimé, née le 7 juillet 1985  
Kodjo, né le 4 juillet 1986  
Afi, née le 14 octobre 1988  
Komivi, né le 5 novembre 1988  
Yawa Idjaniba, née le 12 octobre 1989  
Akoula Komlanvi, né le 6 novembre 1990  
Essi Bolassi, née le 10 mai 1992.

Décision n° 364/CRT/DP du 7/6/95 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 1200, pourcentage 80 %) au montant annuel de SEPT CENT QUATRE VINGT DIX HUIT MILLE NEUF CENTS (798.900) FRANCS est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. ASSOU Docta Harassiba, adjudant 4<sup>e</sup> échelon n° mle 285 du corps du personnel des gardiens de préfecture, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> août 1992.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. ASSOU Docta Harassiba pour compter du 1<sup>er</sup> août 1992, une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 6<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Kossa, née le 23 octobre 1965  
Afrouma, né le 14 août 1967  
Aba, née le 24 janvier 1971

Akissime, née le 3 mars 1974  
Afèwa, née le 9 octobre 1975  
Karka, né le 18 mai 1976

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à CENT QUATRE VINGT DIX NEUF MILLE SEPT CENT VINGT CINQ (199.725) FRANCS pour compter du 1<sup>er</sup> août 1992.

M. ASSOU Docta Harassiba pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> août 1992 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7<sup>e</sup> au 15<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Sama, né le 4 avril 1978  
Arikim, née le 6 octobre 1978  
Tchaka, né le 10 juin 1980  
Akam, née le 21 décembre 1980  
Assèna, né le 25 novembre 1983  
Atamon, né le 30 juillet 1985  
Tchaou, né le 18 février 1987  
Korème, née le 4 mars 1988  
Watagnak, né le 5 juillet 1989.

Décision n° 365/CRT/DP du 7/6/95 — Par application des dispositions de l'article 20, paragraphe IV de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, le taux de la majoration pour enfants allouée à M. AHOVI Bessan, sergent-chef 4<sup>e</sup> échelon n° mle 013 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises est porté pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1994 de 15 % à 25 % de sa pension principale CINQ CENT CINQUANTE SEPT MILLE QUARANTE (557.040) FRANCS l'an au titre de ses enfants (du 5<sup>e</sup> au 6<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Masâ, née le 16 janvier 1972  
Ayao, né le 13 juin 1974

Le montant annuel de cette majoration est fixé à CENT TRENTE NEUF MILLE DEUX CENT SOIXANTE (139.260) FRANCS pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1994.

Décision n° 368/CRT/DP du 9/6/95 — Une pension civile proportionnelle (indice 950, pourcentage 52,50 %) au montant annuel de QUATRE CENT QUINZE MILLE CINQUANTE SIX (415.056) FRANCS est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. AWAH Kodjo Gnaméké, adjoint administratif principal 2<sup>e</sup> échelon du corps du personnel de l'Administration générale, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> octobre 1991

M. AWAH Kodjo Gnaméké pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1991 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 3<sup>e</sup> au 5<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Komi, né en 1968  
Kossi, né le 20 juillet 1971  
Afi Mawuse, née le 30 août 1974  
Yao Agbenyefia, né le 26 mai 1977  
Adjoa Sewa, née le 6 février 1984

Par application des dispositions de l'article 67 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, les retenues dues par M. AWAH Kodjo Gnaméké au titre de ses services auxiliaires seront précomptées sur les arrérages de la présente pension.

Décision n° 369/CRT/DP du 9/6/95 — Une pension civile d'ancienneté (indice 2000, pourcentage 60 %) au montant annuel de NEUF CENT QUATRE VINGT DIX HUIT MILLE SIX CENT SEIZE (998.616) FRANCS pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1990 au 22 mai 1991 est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. HADZI Kodzo Kpakli, attaché d'administration principal 3<sup>e</sup> échelon, admis à la retraite.

M. HADZI Kodzo Kpakli étant promu pour compter du 1<sup>er</sup> décembre 1989 à la classe exceptionnelle de son grade d'attaché d'administration principal (indice 2100) pourra prétendre pour compter du 23 mai 1991 au bénéfice de la révision de sa pension concédée à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus, sur la base des dispositions de l'article 4 du décret n° 91-208 du 6 septembre 1991.

Le montant annuel de la pension civile d'ancienneté (indice 2100, pourcentage 75 %) ainsi révisée est fixé à UN MILLION TROIS CENT DIX MILLE SIX CENT QUATRE VINGT HUIT (1.310.688) FRANCS pour compter du 23 mai 1991.

Il est également attribué sur les fonds de la même caisse à M. HADZI Kodzo Kpakli pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1990, une majoration pour enfants au taux de 15 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 4<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Kwasi, né le 3 juin 1962  
Yaovi Afelete, né le 14 novembre 1963  
Komi Messan Eyram, né le 16 juillet 1966  
Kofi Anani Edem, né le 23 janvier 1970.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à CENT QUARANTE NEUF MILLE SEPT CENT QUATRE VINGT TREIZE (149.793) FRANCS pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1990 au 22 mai 1991 et de CENT QUATRE VINGT

SEIZE MILLE SIX CENT QUATRE (196.604) FRANCS pour compter du 23 mai 1991.

Les sommes perçues par l'intéressé au titre de la pension concédée suivant l'arrêté n° 068/MEF/CR du 24 janvier 1994 sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo et les sommes dues suite à la reprise de la situation administrative seront déduites des arrérages à percevoir au titre de la présente décision.

Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à la présente décision.

Décision n° 370/CRT/DP du 9/6/95 — Une pension civile d'ancienneté (indice 1050, pourcentage 80 %) au montant annuel de SIX CENT QUATRE VINGT DIX NEUF MILLE TRENTÉ SIX (699.036) FRANCS est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. GNAGBALO Adobaya Aziagbédé Sévérin, brigadier-chef de police de 5<sup>e</sup> échelon du corps du personnel de la police nationale, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> janvier 1994.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. GNAGBALO Adobaya Aziagbédé Sévérin pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1994 une majoration pour enfants au taux de 15 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 4<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Afi Delalie, née le 7 janvier 1972  
Afi Dovi, née le 28 janvier 1972  
Akoko, née le 3 avril 1974  
Koffi Edoh, né le 30 juillet 1976.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à CENT QUATRE MILLE HUIT CENT CINQUANTE SIX (104.856) FRANCS pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1994.

M. GNAGBALO Adobaya Aziagbédé Sévérin pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1994 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5<sup>e</sup> au 7<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Kodjo Edem Raoul, né le 1<sup>er</sup> septembre 1980  
Kodjo Stéphane, né le 19 septembre 1983  
Coffi Edith Donné, né le 22 novembre 1991.

Par application des dispositions de l'article 67 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, les retenues restant dues par M. GNAGBALO Adobaya Aziagbédé Sévérin au titre de la validation de ses services auxiliaires seront précomptées par cinquième sur les arrérages de la présente pension.

Décision n° 371/CRT/DP du 9/6/95 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 950, pourcentage 80 %) au montant annuel de SIX CENT TRENTE DEUX MILLE QUATRE CENT SOIXANTE (632.460) FRANCS est attribuée sur les fonds de la caisse de Retraites du Togo à M. MAYOU Toyi, maréchal des logis-chef, 6<sup>e</sup> échelon n° mle 314 du corps du personnel des gardiens de la sécurité du territoire, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> avril 1994.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de Retraites du Togo à M. MAYOU Toyi, une majoration pour enfants au taux de 20 % de sa pension principale pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1994 au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 5<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Malisafey, né le 24 septembre 1969  
Mindemawé, né le 15 février 1970  
L. Naka, née le 18 novembre 1971  
Mewiamédé Essotina, né le 2 août 1972  
Pina, née le 19 octobre 1974.

Ce taux est porté à 25 % pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1994 au titre de son 6<sup>e</sup> enfant Aklesso né le 4 mai 1978.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à CENT VINGT SIX MILLE QUATRE CENT QUATRE VINGT DOUZE (126.492) FRANCS pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1994 et de CENT CINQUANTE HUIT MILLE-CENT QUINZE (158.115) FRANCS pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1994.

M. MAYOU Toyi pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1994 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6<sup>e</sup> au 12<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Akléso, né le 4 mai 1978  
Essotolom, né le 12 juillet 1978  
Balakibawi, né en 1979  
Kokou A., né le 30 janvier 1980  
Komi Easo Simna, né le 20 février 1982  
Pedoussouwoé, né le 25 novembre 1982  
Atafeïdom Pyalo, née le 28 août 1984.

Par application des dispositions de l'article 20, paragraphe 6 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, M. MAYOU Toyi ne pourra plus bénéficier des allocations familiales au titre de son 6<sup>e</sup> enfant Akléso, né le 4 mai 1978 pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1994.

Décision n° 372/CRT/DP du 9/6/95 — Une pension unique (indice 575, pourcentage 65 %) d'un montant de TROIS CENT ONZE MILLE QUARANTE (311.040) FRANCS équivalant

à quatre années de pension de veuve est attribuée sur les fonds de la caisse de Retraites du Togo en règlement pour solde de tout compte à chacune des veuves ci-après désignées :

Veuve ATANGA Watchiré, née NASSOUNG  
Veuve ATANGA Adjovi, née AKO

épouses de feu ATANGA Ahoro, caporal-chef 5<sup>e</sup> échelon n° mle 842 du corps du personnel des forces armées togolaises, décédé en retraite le 29 octobre 1993.

En application des dispositions de l'article 27, paragraphe IV alinéa 2 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, la pension de veuve prévue ci-dessus est limitée à un seul veuvage.

Il est également alloué sur les fonds de la même Caisse une pension temporaire d'orphelin au montant annuel de TRENTE UN MILLE CENT TROIS (31.103) FRANCS à chacun des orphelins ci-après désignés (dans la limite de cinq) :

Ayémon, née le 23 juin 1975  
Assinam, née le 20 décembre 1975  
Katima, née le 27 juillet 1976  
Tchékpan, né le 10 janvier 1977  
Assiagissa, née le 19 février 1978  
Anklassiah Kongro, né le 8 juin 1979  
Woma, né le 12 juillet 1980  
Kpango Magnoussiba, né le 26 décembre 1981  
Atchatinam, née le 1<sup>er</sup> juin 1984  
Akayao, née le 19 décembre 1986  
Akpaï, né le 13 mars 1991  
Alia, née le 13 mars 1991  
Ahoru, né le 16 juin 1991.

pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1993

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins mineurs sus-dénommés seront versés entre les mains de Mouro ATANGA Kowta, administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Décision n° 373/CRT/DP du 9/6/95 — Une pension unique (indice 2350, pourcentage 48,75 %) d'un montant de UN MILLION NEUF CENT SIX MILLE SEPT CENT CINQUANTE DEUX (1.906.752) FRANCS équivalant à quatre années de pension de veuve est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo en règlement pour solde de tout compte à veuve KUSSEY Ama Sika, née ODOH, épouse de feu KUSSEY Koffi Arabra, conseiller des affaires étrangères de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon, décédé en activité le 13 février 1994.

En application des dispositions de l'article 27, paragraphe IV alinéa 2 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, la pension de veuve prévue ci-dessus est limitée à un seul veuvage.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin au montant annuel de QUATRE VINGT QUINZE MILLE TROIS CENT TRENTE SEPT (95.337) FRANCS à chacun des orphelins ci-après désignés : (dans la limite de cinq).

Kossua Essi, née le 9 février 1975  
Afi Eyram, née le 28 mars 1975  
Yawa Dodzi, née le 13 octobre 1977  
Woé Mawufemo, née le 23 février 1981  
Woetsa Nonomé, née le 23 février 1981  
Do Kokou Edem, né le 12 mars 1986.

Pour compter du 1<sup>er</sup> mars 1994.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins mineurs sus-dénommés seront versés entre les mains de COUSSEY Yao Séna, administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Décision n° 374/CRT/DP du 9/6/95 — Par application des dispositions de l'article 20, paragraphe 4 de la loi n° 91-11 il est alloué à M. AGBERE Oussene Litty, gardien de préfecture 1<sup>re</sup> classe n° mle 353 du corps du personnel des gardiens de préfecture pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1994 une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale DEUX CENT SOIXANTE DIX MILLE QUATRE CENT SOIXANTE HUIT (270.468) FRANCS l'an au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 3<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Afo Kudouss, né le 1<sup>er</sup> août 1974  
Timémifai - Ibantaya, né le 7 janvier 1976  
Douko Tahkibè, née le 1<sup>er</sup> novembre 1977.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à VINGT SEPT MILLE QUARANTE SEPT (27.047) FRANCS pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1994.

Par application des dispositions de l'article 20, paragraphe 6 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, M. AGBERE Oussene Litty ne pourra plus bénéficier des allocations familiales au titre de ses enfants (du 2<sup>e</sup> au 3<sup>e</sup> rang) ci-dessus désignés pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1994.

Décision n° 375/CRT/DP du 9/6/95 — Par application des dispositions de l'article 20, paragraphe 4 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, le taux de la majoration pour enfants allouée à M. AMANA

Boda, infirmier adjoint principal 2<sup>e</sup> échelon du corps du personnel de la Santé Publique est porté de 15 % à 20 % de sa pension principale de TROIS CENT SOIXANTE HUIT MILLE DEUX CENT QUARANTE QUATRE (368.244) FRANCS l'an pour compter du 1<sup>er</sup> décembre 1994 au titre de son 5<sup>e</sup> enfant ci-après désigné :

Togbé Bakélé, né le 1<sup>er</sup> décembre 1972

Le montant annuel de cette majoration est fixé à SOIXANTE TREIZE MILLE SIX CENT QUARANTE NEUF (73.649) FRANCS pour compter du 1<sup>er</sup> décembre 1994.

Décision n° 376/CRT/DP du 12/6/95 — Une pension civile d'ancienneté (indice 1050, pourcentage 75 %) au montant annuel de SIX CENT CINQUANTE CINQ MILLE TROIS CENT QUARANTE QUATRE (655.344) FRANCS est attribué sur les fonds de la caisse de Retraites du Togo à M. ATSOU Aïnin Agbo Locoh, instituteur adjoint de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'enseignement, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> janvier 1994.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. ATSOU Aïnin Agbo Locoh pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1994 une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 6<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Kassétinin, né en 1960  
Foumilayoh, née en 1962  
Ayékadé Kami, né le 12 juillet 1968  
Omanilé Ayéfoumi, né le 13 juin 1970  
Kafouyéma, née le 31 juillet 1971  
Kabayèwo, née le 4 avril 1973

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à SOIXANTE TROIS MILLE HUIT CENT TRENTE SIX (163.836) FRANCS pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1994.

M. ATSOU Aïnin Agbo Locoh pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1994 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7<sup>e</sup> au 10<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Iyadè Ekèmah, née le 15 avril 1978  
Omaniwo, née le 11 avril 1980  
Ayésséoun, né le 12 septembre 1983  
Madjèntè, né le 26 juillet 1984.

Les retenues restant dues par M. ATSOU Aïnin Agbo Locoh seront précomptées sur les arrérages de la présente pension.



Décision n° 377/CRT/DP du 12/6/95 — Une pension civile d'ancienneté (indice 1050, pourcentage 75 %) au montant annuel de SIX CENT CINQUANTE CINQ MILLE TROIS CENT QUARANTE QUATRE (655.344) FRANCS est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. AGBANGBA Djossou Mawulé, brigadier-chef de police 5<sup>e</sup> échelon du corps du personnel de la police, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> juillet 1992.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. AGBANGBA Djossou Mawulé pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1992 une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 6<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Ablagan Sénam, née le 23 avril 1964  
Yvette Ablanvi, née le 19 mai 1964  
Améyo Egno-Name, née le 07 mai 1966  
Afi, née le 23 septembre 1966  
Enyovi, née le 30 août 1967  
Amivi Esther, née le 12 juillet 1969.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à CENT SOIXANTE TROIS MILLE HUIT CENT TRENTE SIX (163.836) FRANCS pour compter du 1<sup>er</sup> juillet

M. AGBANGBA Djossou Mawulé pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1992 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7<sup>e</sup> au 13<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Togbé, né le 07 mars 1973  
Ablavi Akpéné, née le 04 mai 1976  
Komlavi Adodo, né le 1<sup>er</sup> août 1978  
Akouélé Dagan, née le 23 janvier 1979  
Akouété Agossou, né le 23 janvier 1979  
Afi, née le 11 septembre 1981  
Kossivi Mawuto, né le 04 décembre 1983.

Les retenues restant dues par M. AGBANGBA Djossou Mawulé au titre de la validation des services auxiliaires seront précomptées sur les arrérages de la présente pension.

Décision n° 378/CRT/DP du 13/6/95 — Une pension civile proportionnelle (indice 1350, pourcentage 63, 75 %) au montant annuel de SEPT CENT SEIZE MILLE CENT QUATRE VINGT SEIZE (716.196) FRANCS est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. BANDEIRA Kafui Magloire, instituteur de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon du corps du personnel de l'Enseignement, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> juin 1992.

M. BANDEIRA Kafui Magloire pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1992 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 3<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Aimée Sandia Bani, née le 20 février 1973  
Afiavi Essénam, née le 25 février 1977  
Nicolas François, né le 04 décembre 1971

Par application des dispositions de l'article 67 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, les retenues restant dues par M. BANDEIRA Kafui Magloire au titre de la validation de ses services auxiliaires seront précomptées sur les arrérages de la présente pension.

### APPROBATION DE ROLES

Décision n° 19/DGI du 13/6/95 — Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des impôts du 1<sup>er</sup> trimestre de l'exercice 1995 ci-dessous :

N° de Rôles	Agences	Nature des contributions	Montant	Total
<b>Budget général</b>				
5	Ogou	IRPP .....	1.711.410	
		ISN .....	6.640.451	
		TSFCB .....	30.000	
6	Moyen Mono	TS .....	5.822.420	
		ISN .....	12.867	
		TSFCB .....	3.333	
7	Atakpamé	IRPP .....	3.830.900	
		ISN .....	6.444.597	
8	Haho	TS .....	7.383.751	
		IRPP .....	28.700	
		ISN .....	102.138	32.010.567
<b>Budget communal</b>				
7	Atakpamé	TCS .....	431.514	
<b>Budget Préfectoral</b>				
5	Ogou	TCS .....	1.106.438	
6	Moyen Mono	TSFCB .....	45.000	
		TSFCB .....	5.000	
8	Haho	TCS .....	324.125	
				1.480.563



**Direction générale  
des Impôts**

		TSFCB .....	
5	Yogo	TSFCB .....	15.000
6	Moyen Mono		1.667
			16.667
			<u>33.939.311</u>

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 20/DGI du 13/6/95 — Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des impôts du 1<sup>er</sup> trimestre de l'exercice 1995 ci-dessous :

N° de Rôles	Agences	Nature des contributions	Montant	Total
<b>Budget Général</b>				
1	Yoto	IMF.....	75.054	
		FNI.....	3.755	
		IRPP.....	36.590	
		TS.....	67.830	
		TC-IR.....	162.042	
		ISN.....	309.304	
		IRTR.....	1.995.898	
2	Vo	IMF.....	20.375	
		FNI.....	1.018	
		IRPP.....	926.963	
		TC-IR.....	9.000	
		TS.....	33.510	
		IRTR.....	227.855	
		ISN.....	962.028	
				4.831.222
<b>Budget Préfectoral</b>				
1	Yoto	TC-IR.....	162.000	
		TCS.....	49.450	
2	Vo	TC-IR.....	4.500	
		TCS.....	107.773	
				323.723

**Compte hors  
budget 410-100**

1	Yoto	Amendes IRTR...	49.751
2	Vo	Amendes IRTR...	9.750
		Amendes 1F....	5.909
			65.410
			<u>5.220.355</u>

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 21/DGI du 13/6/95 — Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des impôts du 1<sup>er</sup> trimestre de l'exercice 1995 ci-dessous :

N° de Rôles	Agences	Nature des contributions	Montant des rôles	Total
<b>Budget Général</b>				
6	Sokodé	IRPP.....	91.178	
		ISN.....	184.751	
7	Sokodé	TC-IR.....	35080	
8	Sokodé	TP.....	104.700	
		TSFCB.....	253.000	
				668.709
<b>Budget Communal</b>				
6	Sokodé	TC-IR.....	20.000	
7	Sokodé	TCS.....	63.580	
8	Sokodé	TP.....	157.050	
		TSFCB.....	379.500	
				620.130
<b>Direction Générale des Impôts</b>				
7	Sokodé	TP.....	52.350	
8	Sokodé	TSFCB.....	126.500	
				178.850
				<u>1.467.689</u>

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 24/DGI du 13/6/95 — Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des impôts du 1<sup>er</sup> trimestre de l'exercice 1995 ci-dessous :

N° de Rôles	Agences	Nature des contributions	Montant	Total
<b>Budget Général</b>				
42	Lomé	IRPP.....	168.250	
	"	ISN.....	38.193	
43	Lomé	T.F.....	9.800	
44	Lomé	T. P.....	184.485	
	"	TSFCB.....	33.333	
45	Lomé	IRPP.....	8.904.171	
	"	ISN.....	1.960.286	
	"	TS.....	4.049.413	
46	Lomé	IRPP.....	6.102.028	
	"	TS.....	3.514.857	
	"	ISN.....	2.865.014	
				27.829.830
<b>Budget Communal</b>				
42	Lomé	TC-IR.....	42.000	
43	Lomé	T.F.....	14.700	
44	Lomé	T.P.....	276.732	
	"	TSFCB.....	50.000	
45	Lomé	TCS.....	202.059	
46	Lomé	TCS.....	357.774	
				943.265
<b>Direction Générale des Impôts.</b>				
43	Lomé	T.F.....	4.900	
44	Lomé	T.P.....	92.242	
	"	TCFCB.....	16.667	
				113.809
				28.886.904

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 25/DGI du 13/6/95 — Est pris en charge les rôles de régularisation des recettes des impôts du 1<sup>er</sup> trimestre de l'exercice 1995 ci-dessous :

N° de Rôles	Agences	Nature des contributions	Montant	Total
<b>Budget Général</b>				
03	Kloto	IRPP.....	1.502.316	
		TC-IR.....	308.845	
		ISN.....	4.510.772	
		TS.....	267.200	
		IS.....	206.931	
		FNI.....	28.977	
		T.P.....	264.979	
		TSFCB.....	183.333	
		IRTR.....	1.730.635	
		TGA.....	100.000	
		ADC.....	400.000	
				9.503.988
<b>Budget Préfectoral</b>				
03	Kloto	TCS.....	522.891	
		TC-IR.....	75.000	
		T.P.....	397.469	
		TSFCB.....	275.000	
				1.270.360
<b>Direction Générale des Impôts</b>				
03	Kloto	T.P.....	132.490	
		TSFCB.....	91.667	
				224.157
<b>Compte hors Budget 410- 100</b>				
03	Kloto	Pénalités.....	60.825	60.825
				11.059.330

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 26/DGI du 13/6/95 — Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des impôts du 1<sup>er</sup> trimestre de l'exercice 1995 ci-dessous :

N° de Rôles	Agences	Nature des contributions	Montant	Total
<b>Budget Général</b>				
01	Amou	IRTR.....	40.283	
		T.P.....	96.000	
		TSFCB.....	11.666	
		TC-IR.....	61.500	
02	Agou	IRPP.....	328.854	
		ISN.....	336.873	
		IRTR.....	30.940	
		T.P.....	26.333	
		TSFCB.....	66.666	
		TC-IR.....	14.000	
				1.013.115
<b>Budget Préfectoral</b>				
01	Amou	TC-IR.....	31.500	
		T.P.....	144.000	
		TSFCB.....	17.500	
02	Agou	TC-IR.....	1.500	
		TCS.....	144.605	
		T.P.....	39.500	
		TSFCB.....	100.000	
				478.605
<b>Direction Générale des Impôts</b>				
01	Amou	T.P.....	48.000	
		TSFCB.....	5.834	
02	Agou	T.P.....	13.167	
		TSFCB.....	33.334	
				100.335
				1.592.055

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 27/DGI du 13/6/95 — Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des impôts du mois de février de l'exercice 1995 ci-dessous :

N° de Rôles	Agences	Nature des contributions	Montant	Total
<b>Budget Général</b>				
51	Lomé	IRPP.....	9.826.689	
		ISN.....	2.594.610	
		TS.....	4.518.395	
52	Lomé	IRPP.....	14.000	
		ISN.....	23.700	
53	Lomé	T.P.....	194.224	
		TSFCB.....	55.000	
54	Lomé	T.P.....	217.135	
		TSFCB.....	253.333	
				17.697.086
<b>Budget Communal</b>				
51	Lomé	TCS.....	167.806	
52	"	TC-IR.....	36.000	
53	"	T.P.....	291.336	
		TSFCB.....	82.500	
54	Lomé	T.P.....	325.703	
		TSFCB.....	380.000	
				1.283.345
<b>Direction Générale des Impôts</b>				
53	Lomé	T. P.....	97.112	
	"	TSFCB.....	27.500	
54	Lomé	T.P.....	108.567	
	"	TSFCB.....	126.667	
				359.846
				19.340.277

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 30/DGI du 13/6/95 — Est pris en charge le rôle de régularisation des recettes des impôts du mois de février de l'exercice 1995 ci-dessous :

N° de Rôles	Agences	Nature des contributions	Montant	Total
<b>Budget Général</b>				
57	Lomé	Taxe Prof.....	322.183	322.183
<b>Budget Communal</b>				
57	Lomé	Taxe Prof.....	483.275	483.275
<b>Direction Générale des Impôts</b>				
57	Lomé	Taxe Prof.....	161.092	161.092
			966.550	966.550

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 31/DGI du 13/6/95 — Est pris en charge le rôle de régularisation des recettes des impôts du 1<sup>er</sup> trimestre de l'exercice 1995 ci-dessous :

N° de Rôle	Agence	Nature des contributions	Montant	Total
<b>Budget Général</b>				
04	Danyi	IRPP.....	24.566	
		TC-IR.....	38.500	
		ISN.....	89.167	
		IRTR.....	15.475	
		T.P.....	230.166	
		TSFCB.....	5.000	
			402.874	

<b>Budget Préfectoral</b>				
04	Danyi	TCS .....	11.000	
		TC-IR.....	15.000	
		T.P.....	345.250	
		TSFCB.....	7.500	
			378.750	
<b>Direction Générale des Impôts</b>				
04	Danyi	T.P.....	115.084	
		TSFCB.....	2.500	
			117.584	
			899.208	

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 32/DGI du 13/6/95 — Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des impôts du quatrième trimestre de l'exercice 1994 ci-dessous :

N° de Rôles	Agences	Nature des contributions	Montant	Total
<b>Budget Général</b>				
05	Sotouboua	Taxe Prof.....	131.665	
		TSFCB.....	16.666	
		TC-IR.....	8.000	
			156.331	
<b>Budget Communal</b>				
05	Sotouboua	Taxe Prof.....	197.497	
		TSFCB.....	25.000	
		TC - IR.....	4.000	
			226.497	

**Direction  
Générale  
des Impôts**

05	Sotouboua	Taxe Prof.....	65.833	
		TSFCB.....	8.334	<u>74.167</u>
				<u>456.995</u>

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 33/DGI du 13/6/95 — Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des impôts du 1<sup>er</sup> trimestre de l'exercice 1995 ci-dessous :

N° de Rôles	Agences	Nature des contributions	Montant	Total
<b>Budget Général</b>				
1	Binah	IRPP.....	41.314	
		ISN.....	87.116	
2	Doufelgou	IMF.....	286.850	
3	Kozah	IRPP.....	2.770.966	
		TS.....	163.676	
		ISN.....	2.570.325	5.920.274
<b>Budget Préfectoral</b>				
1	Binah	TCS.....	13.875	
3	Kozah	TCS.....	332.375	<u>346.250</u>
				<u>6.266.524</u>

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 22/DGI du 13/6/95 — Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des impôts du mois de mars de l'exercice 1995 ci-dessous :

Nos de Rôles	Agences	Nature des contributions	Montant des rôles	Total
--------------	---------	--------------------------	-------------------	-------

**Budget Général**

1	Wawa	Taxe Prof.....		
		TC-IR.....	170.567	
		TSFCB.....	138.000	
2	Atakpamé	Taxe Prof.....	16.667	
		TC-IR.....	108.972	
		TSFCB.....	36.490	
3	Haho	Taxe Prof.....	205.000	
		TC-IR.....	328.016	
		TSFCB.....	235.500	
4	Est-Mono	Taxe Prof. ....	258.667	
		TC-IR.....	116.667	
		IRPP.....	173.000	
		TSFCB.....	2.000	
			21.000	1.810.546

**Budget  
Communal**

2	Atakpamé	Taxe Prof. ....		
		TC-IR.....	163.459	
		TSFCB.....	27.000	
			307.500	497.959

**Budget  
Préfectoral**

1	Wawa	Taxe Prof.....		
		TC-IR.....	255.850	
		TSFCB.....	78.500	
3	Haho	Taxe Prof.....	25.000	
		TC-IR.....	492.024	
		TSFCB.....	93.000	
4	Est-Mono	Taxe Prof.....	388.000	
		TC-IR.....	175.000	
		TSFCB.....	86.500	
			31.500	1.625.374

**Direction  
Générale des  
Impôts.**

1	Wawa	Taxe Prof.....		
		TSFCB.....	85.283	
2	Atakpamé	Taxe Prof.....	8.333	
		TSFCB.....	54.486	
3	Haho	Taxe Prof.....	102.500	
		TSFCB.....	164.008	
4	Est-Mono	Taxe Prof.....	129.333	
		TSFCB.....	58.333	<u>612.776</u>
			10.500	4.546.655

Décision n° 23/DGI du 13/6/95 — Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des impôts du 1<sup>er</sup> trimestre de l'exercice 1995 ci-dessous :

N° de Rôles	Agence	Nature des contributions	Montant des Rôles	Total
<b>Budget Général</b>				
4	Doufelgou	T P.....	4.400	
		TSFCB.....	66.667	
5	Kozah	T P.....	496.057	
		TSFCB.....	130.000	
6	Binah	T P.....	194.100	
		TSFCB.....	101.667	
7	Kozah	T F.....	116.267	
8	Binah	T F.....	12.805	
<b>Budget Préfectoral</b>				1.121.963
4	Doufelgou	T P.....	6.600	
		TSFCB.....	100.000	
5	Kozah	T P.....	744.087	
		TSFCB.....	195.000	
		TC-IR.....	402.500	
6	Binah	T P.....	291.150	
		TSFCB.....	152.500	
		TC-IR.....	119.000	
7	Kozah	T F.....	174.400	
8	Binah	T F.....	19.208	
<b>Direction Générale des Impôts</b>				2.204.445
4	Doufelgou	T P.....	2.200	
		TSFCB.....	33.333	
5	Kozah	T P.....	248.029	
		TSFCB.....	65.000	
6	Binah	T P.....	97.050	
		TSFCB.....	50.833	
7	Kozah	T F.....	58.133	
8	Binah	T F.....	6.403	
				<u>560.981</u>
				<u><u>3.887.389</u></u>

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 28/DGI du 13/6/95 — Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des impôts du 1<sup>er</sup> trimestre de l'exercice 1995 ci-dessous :

N° de Rôles	Agences	Nature des contributions	Montant	Total
<b>Budget Général</b>				
6	Tône	Taxe Prof.....	114.108	
		TSFCB.....	18.333	
7	Tône	T.P.....	14.333	
		TC-IR.....	34.500	
8	Mango	TSFCB.....	66.666	
9	Dapaong	T.P.....	318.009	
		TSFCB.....	125.000	
				690.949
<b>Budget Préfectoral</b>				
6	Tône	T.P.....	171.162	
		TSFCB.....	27.500	
7	Tône	T.P.....	21.500	
		TC-IR.....	15.000	
				235.162
<b>Budget Communal</b>				
8	Mango	TSFCB.....	100.000	
9	Dapaong	T.P.....	477.013	
		TSFCB.....	187.500	
				764.513
<b>Direction Générale des Impôts</b>				
6	Tône	T.P.....	57.054	
		TSFCB.....	9.167	
7	Tône	T.P.....	7.167	
8	Mango	TSFCB.....	33.334	
		T.P.....	159.005	
9	Dapaong	TSFCB.....		
				<u>328.227</u>
				<u><u>2.018.851</u></u>

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 29/DGI du 13/6/95 — Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des impôts du 1<sup>er</sup> trimestre de l'exercice 1995 ci-dessous :

N° de Rôles	Agences	Nature des contributions	Montant	Total
<b>Budget Général</b>				
3	Vo	T.P.....	36.723	
		TSFCB.....	182.000	
4	Yoto	T.P.....	185.441	
		TSFCB.....	185.500	
5	Yoto	T.F.....	3.000	
				592.664

**Budget  
Préfectoral**

3	Vo	T.P.....	55.084	
		TSFCB.....	273.000	
4	Yoto	T.P.....	278.162	
		TSFCB.....	278.250	
5	Yoto	T.F.....	4.500	
				888.996

**Direction  
Générale  
des Impôts**

3	Vo	T.P.....	18.361	
		TSFCB.....	91.000	
4	Yoto	T.P.....	92.721	
		TSFCB.....	92.750	
5	Yoto	TF.....	1.500	
				296.332

**Compte hors  
Budget 410-100**

Yoto	A.T.P.....	33.000	
			33.000
			1.810.992

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 34/DGI du 13/6/95 — Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des impôts du mois de mars de l'exercice 1995 ci-dessous :

N° de Rôles	Agences	Nature des contributions	Montant des rôles	Total
<b>Budget Général</b>				
47	Lomé	IRPP.....	1 567 044	
	"	IS.....	974 421	
	"	ISN.....	1 354 131	
48	Lomé	IRPP.....	64 920	
	"	TC - IR.....	45 000	
	"	ISN.....	79 220	
49	Lomé	Taxe Prof.....	127 252	
	"	TSFCB.....	3 333	
				4 215 321

**Budget  
Communal**

47	Lomé	TCS.....	201 250	
48	Lomé	TC-IR.....	15 000	
49	Lomé	Taxe Prof.....	190 878	
	"	TSFCB.....	5 000	
				412 128

**Direction  
Générale  
des Impôts**

49	Lomé	Taxe Prof.....	63 625	
	"	TSFCB.....	1 667	
				65 292
				4 692 741

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 35/DGI du 13/6/95 — Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des impôts du mois de mars de l'exercice 1995 ci-dessous :

N° de Rôles	Agences	Nature des contributions	Montant des rôles	Total
-------------	---------	--------------------------	-------------------	-------



**Budget Général**

40	Lomé	IRPP.....	342 625 257
"	"	ISN.....	88 659 806
"	"	TS - .....	140 029 748
41	Lomé	Taxe Prof.....	202 430
"	"	TSFCB.....	200 000
			571 717 241

**Budget Communal**

40	Lomé	TCS.....	2 692 150
41	Lomé	Taxe Prof.....	303 646
		TSFCB.....	300 000
			3 295 796

**Direction Générale des Impôts**

41	Lomé	Taxe Prof.....	101 215
		TSFCB.....	100 000
			201 215
			575 214 252
			=====

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 36/DGI du 13/6/95 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles de l'exercice 1995 ci-dessous :

N° de Rôles	Agences	Nature des contributions	Montant	Total
<b>Budget Général</b>				
58	Lomé	Taxe Prof.....	143.223	
	"	TSFCB.....	80.000	
59	Lomé	Taxe Fonc.....	6.621.321	
60	"	" .....	3.245.167	
61	"	" .....	1.571.161	
				11.660.872

**Budget Communal**

58	Lomé	Taxe Prof.....	214.835
	"	TSFCB.....	120.000
59	Lomé	Taxe Fonc.....	9.931.980
	"	Tom.....	2.031.604
60	Lomé	Taxe Fonc.....	4.867.750
	"	Tom.....	1.385.600
61	"	Taxe Fonc.....	2.356.741
		Tom.....	845.874
			21.754.384

**Direction Générale des Impôts**

	Lomé		
58	"	Taxe Prof.....	71.612
	Lomé	TSFCB.....	40.000
59	Lomé	Taxe Fonc.....	3.310.660
60	Lomé	Taxe Fonc.....	1.622.583
61		Taxe Fonc.....	785.581
			5.830.436
			39.245.692
			=====

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de TRENTE NEUF MILLIONS DEUX CENT - QUARANTE CINQ MILLE SIX CENT QUATRE VINGT DOUZE FRANCS est fixée au 20 juin 1995.

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 37/DGI du 13/6/95 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles de l'exercice 1995 ci-dessous.

N ° d e Agences Rôles	Nature des contributions	Montant	Total
<b>Budget Général</b>			
55	Lomé	IMF-IS.....	4.806.345
	"	IS.....	39.050.800
	"	FNI.....	1.178.420
	"	IRPP.....	1.835.700
	"	TC-IR.....	502.780
		ISN.....	811.481
56	Lomé	IRPP.....	402.640
		ISN.....	473.663
		TC-IR.....	666.080
			49.727.909

**Budget  
Communal**

55	Lomé	TC-IR.....	96.000	
56	"	TC-IR.....	216.000	
				312.000

**Compte hors  
budget 410-100**

55	Lomé	Pénalités.....	70.000	
				<u>70.000</u>

50.109.909  
=====

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de CINQUANTE MILLIONS CENT NEUF MILLE NEUF CENT NEUF FRANCS est fixée au 20 juin 1995.

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 38/DGI du 13/6/95 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle de l'exercice 1995 ci-dessous :

N° de Rôles	Agences	Nature des contributions	Montant	Total
<b>Budget Général</b>				
50	Lomé	IRPP.....	403 980	
	"	TC-IR.....	226 600	
	"	ISN.....	537 982	
				1 168 562
<b>Budget Communal</b>				
50	Lomé	TC-IR .....	57 000	57 000
<b>Compte hors budget 410-100</b>				
50	Lomé	Pénalités.....	25 812	
				<u>25 812</u>
				<u>1 251 374</u>

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de UN MILLION DEUX CENT CINQUANTE UN MILLE TROIS CENT SOIXANTE QUATORZE FRANCS est fixée au 30 juin.

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 39/DGI du 13/6/95 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles de l'exercice 1995 ci-dessous :

N° de Rôles	Agences	Nature des contributions	Montant	Total
<b>Budget Général</b>				
73	Lomé	IMF.....	7 340 334	
	"	IS.....	53 227 451	
	"	IRPP.....	4 182 970	
	"	ISN.....	729 503	
	"	TC-IR.....	750 310	
74	Lomé	TP.....	4 484 818	
				70 715 386
<b>Budget Communal</b>				
73	Lomé	TC-IR .....	24 000	
74	Lomé	TP.....	6 727 228	
				6 751 228
<b>Direction Générale des Impôts</b>				
74	Lomé	TP.....	2 242 409	
				<u>2 242 409</u>
				79 709 023

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de SOIXANTE DIX NEUF MILLIONS SEPT CENT NEUF MILLE VINGT TROIS FRANCS est fixée au 30 juin.

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 40/DGI du 13/6/95 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles de l'exercice 1995 ci-dessous :

N° de Rôles	Agences	Nature des contributions	Montant	Total
<b>Budget Général</b>				
75	Lomé	IS.....	767 765 897	
	"	IMF-IS.....	131 737 808	
	"	IMF-IRPP.....	4 625 370	
	"	ISN.....	38 118	
76	Lomé	Taxe Prof.....	11 085 613	
				915 252 806
<b>Budget Communal</b>				
76	Lomé	Taxe Prof.....	16 628 420	
				16 628 420
<b>Direction Générale des Impôts</b>				
76	Lomé	Taxe Prof.....	5 542 806	
				5 542 806
<b>Compte hors budget 410-100</b>				
75	Lomé	Pénalités.....	35 000	
				35 000
				937 459 032

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de NEUF CENT TRENTE SEPT MILLIONS QUATRE CENT CINQUANTE NEUF MILLE TRENTE DEUX FRANCS est fixée au 30 juin 1995.

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

#### MINISTRE DE LA SANTE, DE LA POPULATION ET DE LA SOLIDARITE NATIONALE

Arrêté n° 51/MSP-SN du 12-6-95 — M. Komlan KOUDOU-FIO, pharmacien, est autorisé à exploiter une officine de pharmacie dénommée "Pharmacie Lavoisier" sise dans la ville de Kpalimé (préfecture de Klotjo).

Si pour une raison quelconque, l'officine susvisée cesse d'être exploitée, le pharmacien propriétaire ou ses héritiers sont tenus de renvoyer la présente licence au Ministère de la Santé, de la Population et de la Solidarité Nationale.

### **PARTIE NON OFFICIELLE**

#### **Avis, Communication et Annonces**

#### **Conservation de la propriété foncière**

#### **Avis de bornage**

#### **Avis de perte de titres fonciers**

#### **Récepissés de déclaration d'Association**

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire présenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le jeudi 1<sup>er</sup> juin à 8 h 00, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin Commune de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 1 a 83 ca, connu sous le nom de Saint Joseph et borné au nord par le lot de M. Agbobly, au sud par une rue non dénommée de 12 m à l'est par l'avenue Jean Paul II et à l'ouest par un lot nu, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur EHA Koffi propriétaire demeurant à Lomé s/c de M. Fiogbé Voirie de Lomé tél : 21-47-48, suivant réquisition du 21 février 1995, n° 16375.

Le jeudi 1<sup>er</sup> juin 1995 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Agbodrafo, préfecture des Lacs consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 43 a 10 ca, connu sous le nom de Agowudu et borné au nord par la route Natioanle n° 2 Lomé-Aného, au sud par la propriété des héritiers Kokou, à l'est par la propriété Wodome Koffi Mawouko et à l'ouest par la propriété Amouzougan Dossa Louis.

Dont l'immatriculation a été demandée par M. Adjallé Nowoé, Directeur de Société demeurant à Lomé Amoutivé Tél 21-18-48, suivant réquisition du 31 août 1992, n° 16041.

Le jeudi 1<sup>er</sup> juin 1995 à 8 h, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 13 a 90 ca, connu sous le nom de Aviation et borné au nord par le lot n° 50 et la propriété Maglo, au sud par le lot n° 11 et la route circulaire, à l'est par le T.F. n° 4838 R.T. et à l'ouest par une rue en projet ;

Dont l'immatriculation a été demandée par Mme Mensah Adjévi Adjélé, Revendeuse demeurant à Lomé, suivant réquisition du 22 avril 1986, n° 12483.

Le vendredi 2 juin 1995 à 8 h, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 6 a 64 ca, connu sous le nom de Hédzranawoé et borné au nord par le lot n° 658, au sud par une rue non dénommée, à l'est par le boulevard du Haho et à l'ouest par le lot n° 663 bis

Dont l'immatriculation a été demandée par Mme Ahiakpor Manavi, épouse Sewa, commerçante à Lomé (MANA TEX) près de l'hôtel de la Paix s/c M. Laté Dovi, Géomètre-cartographe à Lomé suivant réquisition du 27 août 1992, n° 16031.

Le vendredi 2 juin 1995 à 10 h, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 11 a 79 ca, connu sous le nom de Akpikamé et borné au nord par une rue non dénommée, au sud par une ruelle de 8 m et le lot n° 129, à l'est par le lot n° 138 et à l'ouest par le lot n° 135.

Dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Ajavon Ayité A. entrepreneur, demeurant à Lomé-Nyékouakpoé, 109, rue Doe-Bruce s/c M. Lawson Laté Dovi, géomètre-cartographe à Lomé suivant réquisition du 27 août 1992, n° 16033.

Le mardi 6 juin 1995 à 8 h, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé Tokoin, Commune de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 3 a 99 ca, connu sous le nom de Wuiti et borné au nord par une rue non dénommée, au sud par le lot n° 4, à l'est par le lot n° 2 et à l'ouest par Mlle SANVEE Epévi Kwamba.

Dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Yigan-Kohoe Koffi, Inspecteur des Douanes en retraite demeurant à Lomé suivant réquisition 01-07-1993, n° 16146.

Le mardi 6 juin 1995 à 10 h il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé- Wuiti Commune de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 3 a 95 ca, connu sous le nom de Wuiti et borné au nord par une rue non dénommée, au sud par le lot n° 3, à l'est par une rue non dénommée, et à l'ouest par le lot n° 1.

Dont l'immatriculation a été demandée par M. Yigan Kohoe Koffi, inspecteur des douanes en retraite demeurant à Lomé, 58 rue Lawson Kayigan, tel. 21-31-77 suivant réquisition du 1<sup>er</sup> juillet 1993, n° 16147.

Le mercredi 7-6-95 à 8 h il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé- Tokoin-Hédzranawoé Commune de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 5 a 48 ca, connu sous le nom de Tokoin-Hédzranawoé et borné au nord par le lot n° 316, au sud par une rue de 20 m, à l'est par le lot n° 322 et à l'ouest par une rue de 20 m.

Dont l'immatriculation a été demandée par M. LACLE Tèvi Djidjogbé Do, Fonctionnaire de I.P.P.E demeurant à Lomé s/c de M. Amony Anani Koété, BP. 6212 Tél 26-43-00, suivant réquisition du 24-02-1994, n° 16382.

Le mercredi 7 juin 1995 il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, Commune de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 5 a 97 ca, connu sous le nom de Hédzranawoé et borné au nord par le lot n° 193, au sud et à l'ouest par des rues non dénommées et à l'est par le lot n° 194.

Dont l'immatriculation a été demandée par Mlle Afidémagnon Essivi Néti, Secrétaire d'Ambassade, demeurant à Lomé-Tokoin Wuiti, s/c de M. Adjimahe Kwassi, Direction de l'Urbanisme-Lomé, suivant réquisition du 29 mars 1989, n° 14163.

Le mercredi 7 juin 1995 à 10 h il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, Commune de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 5 a 80 ca, connu sous le nom de Hédzranawoé et borné au nord par le lot n° 1052, au sud par le lot n° 1050, à l'est par une rue non dénommée et à l'ouest par le lot n° 1040.

Dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Johnson Assiba J., Délégué Médical, demeurant à Agoè-nyivé, s/c de M. Adjimahe Kwassi, Direction de l'Urbanisme-Lomé, suivant réquisition du 29 mars 1989, n° 14164.

Le vendredi 9 juin 1995 à 8 h il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kovié Tovédoo, préfecture du Zio, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 3 ha 46 a 11 ca, connu sous le nom de Kovié lieu dit Tovédoo et borné au nord par les terrains des familles Kayi et Adona Kpétéliko, au sud par le terrain de Kodjo Kayi, à l'est par la propriété de Koffi Azévon et à l'ouest par la propriété de Kodjo Kayi.

Dont l'immatriculation a été demandée par M. Zankou S. Ayaovi Jean, Directeur Général de TIANNO Togo demeurant à Lomé-Baguida s/c de M. Lawson Laté Calinté BP. 60120-Ablogamé n° 2 Lomé, suivant réquisition du 15 juillet 1994, n° 16585.

Le vendredi 9 juin 1995 à 8 h il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé Agbalépédogan Commune de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 5 a 61 ca, connu sous le nom de Agbalépédogan et borné au nord par un lot non numéroté, au sud par une rue non dénommée de 14 m à l'est par le lot n° 1527, et à l'ouest par le lot n° 1526.

Dont l'immatriculation a été demandée par M. DARABOR Komi, Commerçant, demeurant à Agbalépédogan s/c Attitsogbé F. Anani Tel 21-07-41, suivant réquisition du 1<sup>er</sup> août 1994, n° 16621.

Le vendredi 9 juin 1995 à 8 h il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé Agoè-Nyivé préfecture de Golfe, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 5 a 71 ca, connu sous le nom de Cacavéli et borné au nord par une rue non dénommée de 12 m, au sud par une rue non dénommée de 30 m, à l'est par le lot n° 106 bis et à l'ouest par une rue non dénommée de 14 m.

Dont l'immatriculation a été demandée par M. Kangni Agbégnigan, géomètre demeurant à Lomé Agbalépédogan Tél 25-90-54 BP 20625 Lomé, suivant réquisition du 20-12-1993, n° 16285.

Le jeudi 15 juin 1995 à 8 h il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé-Bè Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 2 a 41 ca, connu sous le nom de Bassadji et borné au nord par la propriété DJAHLIN, au sud et à l'est par la propriété DJAHLIN, à l'ouest par la rue Mobutu.

Dont l'immatriculation a été demandée par Mme Yovo Akouavi, Commerçante demeurant à Lomé 26 Av. de la libération s/c M. Lawson Laté Dovi, Géomètre Cartographe au 26 rue Aniko Palako, Lomé. Tél 21-18-96, suivant réquisition du 28 avril 1992, n° 15857.

#### Avis de perte de titres fonciers

Avis est donné au public de la perte de la copie du titre foncier n° 14.274 R.T. Vol. LXXII. F° 123, appartenant à feu NYAKU Logo Kristotsola Catéchiste en retraite ayant demeuré à Noépé.

#### 1<sup>re</sup> insertion

Avis est donné au public de la perte du certificat d'inscription d'hypothèque sur le titre foncier n° 11.785 R.T. Vol. LX, F° 38 appartenant à Monsieur GO-MARO Elic Kodjo, Propriétaire, demeurant à Lomé, d'une valeur de CINQ MILLIONS (5.000.000) de francs CFA au profit de la Caisse Nationale de Crédit Agricole (C.N.C.A.) dont le siège social est à Lomé.

#### 1<sup>re</sup> insertion

Avis est donné au public de la perte des copies des titres fonciers n° 451 du Cercle de Lomé, Vol. III, F° 49 ; n° 3.414 T.T. Vol. XVIII, F° 90 n° 3.705 T.T. Vol. XIX, F° 180 appartenant tous trois à M. KRUEGER Ernest, Commis des P.T.T. en retraite, demeurant à Lomé.

#### 1<sup>re</sup> insertion

#### **RECEPISSES DE DECLARATION D'ASSOCIATIONS N° 299/MIS-SG-APA-PC**

**Titre :** "Centre Agro-Industriel et de Formation Permanente Agricole et Commerciale de la Jeunesse et de l'Enfance Déshéritées du Togo" (C.A.J.E.P. - TOGO)

B.P. 4916 Tél/Fax (228) 25 03 32 Lomé - Togo

**Siège :** LOME - TOGO

**Buts :** — Regrouper et encadrer sur tous les plans l'enfance, la jeunesse déshéritées et déscolarisées ;

— Créer des instituts de formations académiques et des centres de formation permanente et professionnelle ;

— Créer des fermes et des centres agro-pastoraux et industriels ;

— Réaliser l'agro-pastorale intégrée, la culture maraîchère, l'élevage et la pisciculture ;

— Mettre sur pied des centres et instituts académiques de formation professionnelle de l'enfance et de la jeunesse déshéritées rurales ;

— Créer des centres de formations professionnelle et instituts urbains de formation académique de l'enfance et de la jeunesse déshéritées ;

— Procéder à la formation permanente des jeunes pour les activités commerciales liées à leurs diverses productions ;

— Exercer toutes autres activités liées à tous les domaines.

Lomé, le 14 mars 1996

Le Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité

**Colonel Séyl-MEMENE**

#### **N° 231/MIS-SG-APA-PC**

**Titre de l'Association :** "Fondation pour le Développement Domestique en Afrique" (D.D.F. — Afrique).

**Siège :** Lomé — Togo

**Buts :** Créer, vulgariser, encadrer et gérer des groupements de producteurs agricoles et artisanaux au sein de l'économie nationale et auprès des pouvoirs publics et des organismes d'aide et d'assistance aux groupements ;

— Créer des ateliers de productions agricoles et des centres d'apprentissage et de technologie appropriée ;

— Stimuler l'esprit de solidarité au sein de ses membres de manière à favoriser les échanges d'expériences, d'information et de compétences ;

— Contribuer à faciliter par tous les moyens disponibles, l'accès au crédit bancaire : Caisse de Secours au Développement (CSD) ;

— Mettre en place un système d'information facilement accessible aux chefs et cadres dirigeants des groupements.

Lomé, le 29 février 1996

Le Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité

**Colonel Séyi-MEMENE**

**N° 311/MIS-SG-APA-PC**

**Titre de l'Association : "Association d'auto-promotion rurale pour un Développement Humain Durable (A. D. H. D.)"**

**Siège : Hihéatro — Togo**

**Buts :** Organisation socio-économique des paysans des zones enclavées pour un Développement Humain Durable où l'homme est considéré comme le centre de son propre développement en adoptant une approche participative et décentralisée dans un système de sécurité foncière et en appliquant de façon étroite la femme dans le processus de développement rural notamment dans les zones enclavées. Elle veut particulièrement promouvoir l'éducation et la formation socio-économique permanente des paysans individuels ou regroupés. Elle poursuit un objectif purement humanitaire.

Lomé, le 18 mars 1996

Le Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité

**Colonel Séyi-MEMENE**

**N° 287/MIS-SG-APA-PC**

**Titre de l'Association : "Association pour la Solidarité et le Bonheur de l'enfance en détresse, handicapée et/ou abandonnée au Togo". (A.S.B.T.)**

**Siège : Lomé — Togo**

**Buts :** — Appuyer les institutions (hôpitaux, centres de rééducation, centres d'accueil, centres de formation, etc.) spécialisées en matière d'accueil, de soins, de formation et d'accompagnement de l'enfance en détresse, handicapée et / ou abandonnée au Togo, en offrant des activités adaptées de sport, de culture et de loisirs ;

— Participer, seule ou en complément aux activités d'autres institutions qualifiées, aux initiatives de promotion en faveur de l'enfance en détresse, handicapée et / ou abandonnée ;

— Promouvoir au profit des enfants concernées, des initiatives auprès d'institutions de même nature, poursuivant les mêmes buts, au niveau sous-régional, continental et international.

Lomé, le 12 mars 1996

le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité,

**Colonel Seyi MEMENE**

**N° 289/MIS-SG-APA-PC**

**Titre de l'Association : "Coopératives des Techniciens Industriels et Agricoles" (C. O. T. I. A.)**

**Siège : Lomé — Togo**

**Buts :** — Servir de cadre de rencontre pour les jeunes diplômés industriels et agricoles afin de permettre un échange permanent en matière d'agriculture et d'industrie ;

— Valoriser et promouvoir l'agriculture intensive en culture tropicale et plus précisément en milieu savane ;

— Défendre les intérêts moraux, matériels des paysans agriculteurs des villages et campagnes ;

— Intervenir auprès des organismes non gouvernementaux (ONG) étrangers à caractère de développement industriel et agricole, et socio-humanitaire ;

— Contribuer à la mise en valeur des terres cultivables et par là, celles jamais exploitées ;

— Participer activement à la promotion de l'agriculture tropicale et traditionnelle ;

— Œuvrer pour la protection de l'environnement industriel et agricole et partant de là, nos ressources humaines ;

— Aider les paysans agriculteurs à travers des solutions à leurs problèmes de développement agricole ;

— Lutter pour la participation des industriels et agriculteurs au conseil d'administration des instances nationales et interna-

— Enfin collaborer avec toutes organisations de développement industriel et agricole, les organismes non gouvernementaux (ONG) internationaux à caractère social et humanitaire de par le monde.

Lomé, le 12 mars 1996  
le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité,  
**Colonel Seyi MEMENE**

**N° 195/MIS-SG-APA-PC**

*Titre de l'Association :* **"Forum des Organisations Volontaires Africaines de Développement du Togo" (F. O. V. A. D. — Togo)**

*Siège :* Lomé - Togo

*Buts :* — Rechercher des appuis aux ONG membres afin de renforcer leurs actions et ce faisant, aider au développement des Communautés de base ;

— Rechercher et diffuser les informations utiles à la pratique du développement ;

— Promouvoir le transfert des connaissances techniques et technologiques.

Lomé, le 22 Février 1996  
le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité,  
**Colonel Seyi MEMENE**

**N° 349/MIS-SG-APA-PC**

*Titre de l'Association :* **"Mouvement pour la Promotion des Initiatives de Base" (M.O.P.I.B.)**

*Siège :* Aného — Togo

*Buts :* — Améliorer la situation économique et socio-culturelle des populations rurales et semi-urbaines par un contact avec une population donnée sur sa demande ;

— Aider à la réalisation des programmes de développement ;

— Assurer une promotion des technologies appropriées ;

**N° 290/MIS-SG-APA-PC**

*Titre de l'Association :* **"Amicale des Ressortissants des Ifès de L'Ogou à Lomé" (A. R. I. O. L.)**

**N° 266/MIS-SG-APA-PC**

*Titre de l'Association :* **"Entraide Médicale-Afrique-Aide aux Prisonniers" (E. M. A. - A. P.)**

*Siège :* Lomé - Togo

*Buts :* — Collecter les produits pharmaceutiques et le matériel médico-chirurgical en vue d'assister et soutenir moralement et matériellement les populations les plus démunies surtout les populations éloignées des centres urbains ;

— Sensibiliser les populations pour un bon usage des médicaments et de matériel médico-chirurgical ;

— Améliorer les conditions de vie des prisonniers (constructions de WC modernes, électrification des prisons, institution de divers jeux dans les prisons, approvisionnement des prisons en médicaments sous le contrôle du Médecin-Chef de la localité).

Lomé, le 17 mars 1996  
le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité,  
**Colonel Seyi MEMENE**

— Assurer une production agricole plus accrue et planifiée ;

— Garantir la protection et l'amélioration de la santé par la mise en valeur des moyens tels que l'éducation, la nutrition appliquée par une meilleure connaissance et l'utilisation des aliments locaux ;

— Assurer la protection et l'amélioration de l'environnement.

Lomé, le 25 mars 1996

Le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité,

**Colonel Séyi MEMENE**

*Siège :* Lomé — Togo

*Buts :* — Regrouper les membres et de maintenir entre eux des liens de sympathie, de solidarité et d'entraide mutuelle.



Liste des membres du Bureau-Directeur de l'Association dénommée :

A. R. I. O. L.

Amicale des Ressortissants des Ifès de l'Ogou à Lomé

Fonctions occupées	Nom et Prénoms	Age	Profession	Domicile	Signature
Président	Akiti F. Ogoubémi	44 ans	Ex Secrétaire de Direction	Hédzranawoé BP. 8979 Lomé	
Vice Président	Mawussi Ogoubi	41 ans	Magasinier casse-Auto Face Assemblée de Dieu Bè-Klikamé Lomé	Maison Adaménou Hédzranawoé-Lomé	
Secrétaire Administratif	Ayibé Alfa Ayédjo	36 ans	Pigiste en langue Nationale Ifè à Radio-Lomé	N'Kafue Rue en face Station Texaco Lomé	
Trésorier	Adoté Edoh	34 ans	Employé de maison	9, Rue Kondona Forever - Lomé	
Porte-Parole	Agbo-Koko F. Séménou	35 ans	Déclarant en douane	Maison derrière entrepôt Hundaï Bè-Klikamé BP. 8979 Lomé. Rue de la Bretelle Kpalimé-Atakpamé	

Lomé, le 13 mars 1996

Le Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité,

**Colonel Séyi MEMENE**

**N°456/MIS-SG-APA-PC**

**Titre de l'Association : "L'Enfant Epanoui"**

**Siège : Lomé — Togo**

**Buts :** — Favoriser l'adaptation à une vie sociale saine et active, une meilleure intégration à une société en pleine mutation et la réinsertion sociale des jeunes marginaux ;

— Favoriser le développement psycho-socio-culturel harmonieux de la mère et de l'enfant ;

— Favoriser l'accès à l'autonomie et la socialisation de l'enfant en sauvegardant l'équilibre et la paix ;

— Favoriser l'exercice de la liberté et de la responsabilité.

Lomé, le 5 avril 1996

Le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité,

**Colonel Séyi MEMENE**

**N° 224/MIS-SG-APA-PC**

*Titre de l'Association :* "Association de Parrainage et de Jumelage Togo-France-Europe" (A.P.J.-Togo-France-Europe)

*Siège :* Lomé — Togo

*Buts :* — Etablir ou renforcer des jumelages entre les villes et villages du Togo et ceux du monde entier ;

— Parrainer les hôpitaux, les écoles et les familles ;

— Participer dans la mesure du possible aux activités socio-culturelles avec des expositions et conférences.

Lomé, le 27 février 1996

Le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité,

**Colonel Séyi MEMENE**

---

**N° 194/MIS-SG-APA-PC**

*Titre de l'Association :* "Centre d'appuis aux Populations Locales en Auto-Développement" (C. A. P. L. A. D.)

*Siège :* Kpalimé — Togo

*Buts :* — Amener les populations à prendre en charge leur développement ;

— Former et informer les populations pour qu'elles puissent s'autosuffire et s'épanouir davantage ;

— Valoriser les ressources et potentialités locales pour permettre aux populations d'économiser les revenus ;

— Appuyer les initiatives économiques existantes à devenir plus entrepreneuriales et plus rentables ;

— Favoriser et appuyer le regroupement des personnes dans le sens de l'auto-crédation d'emploi.

Lomé, le 22 février 1996

Le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité,

**Colonel Séyi MEMENE**

---

**N° 226/MIS-SG-APA-PC**

*Titre de l'Association :* "Groupe de réflexion et d'action Femme Démocratie et Développement" (G. F. 2D)

*Siège :* Lomé — Togo

*Buts :* — Faire prendre conscience aux politiques et décideurs sur le plan national et à l'échelle internationale de la nécessité, à l'aube des sociétés démocratiques, d'admettre le droit des femmes à participer à la gestion de la chose publique ;

— Œuvrer pour l'émergence des femmes décideurs dans tous les domaines de la vie nationale ;

— Promouvoir le bien-être de la femme, de l'enfant et de l'être humain en général, en milieu rural comme en milieu urbain.

Lomé, le 27 février 1996

Le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité,

**Colonel Séyi MEMENE**

---

**N° 180/MIS-SG-APA-PC**

*Titre de l'Association :* "Charité Action Directe" (C.A.D.)

*Siège :* Sokodé — Togo

*Buts :* — Lutter contre la délinquance juvénile ;

— Trouver les moyens pouvant permettre aux enfants nécessiteux d'aller à l'école ;

— Assurer le parrainage entre les enfants et les familles étrangères.

Lomé, le 21 février 1996

Le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité

**Colonel Séyi MEMENE**

---

**N° 248/MIS-SG-APA-PC**

*Titre de l'Association :* "Culture Sans Frontière" (C S F)

*Siège :* Lomé — Togo

*Buts :* — Regrouper les jeunes sans distinction de sexe, de race, de religion ni considération politique, autour des activités artistiques et culturelles ;

— Donner à ses membres une culture basée sur l'étude de l'histoire des traditions africaines puis des méthodes artistiques et culturelles visant à éduquer les peuples ;

— Organiser et réaliser des manifestations artistiques et culturelles (les scènes de théâtre et de sketch en particulier) pour la correction des mœurs tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du territoire national ;

— Faire la promotion des jeunes artistes non encore connus ;

— Entretenir une coopération avec des associations similaires tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

Lomé, le 04 mars 1996

Le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité,

**Colonel Séyi MEMENE**

**N° 370/MIS-SG-APA-PC**

*Titre de l'Association :* "Organisation Sous-Régionale de lutte contre le Cancer" (O.R.L.C.C.)

*Siège :* Lomé — Togo

*Buts :* — Unir les médecins du Bénin, du Niger, du Burkina-Faso et du Togo pour la lutte contre le cancer ;

— Etudier et diffuser les informations scientifiques et médicales concernant la carcinologie clinique et les disciplines associées ;

— Améliorer la pratique de la carcinologie clinique dans les Etats de la sous-région ;

— Promouvoir une stratégie de recherche sur les sujets d'intérêts commun, et la coordination des travaux qui sont effectués dans chacun des pays concernés dans la domaine de la carcinologie ;

— Créer un centre sous-régional de lutte contre le cancer ;

— Echanger les expériences entre les différents praticiens ;

— Assurer la formation continue des médecins membres de l'organisation.

Lomé, le 26 mars 1996

Le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité,

**Colonel Séyi MEMENE**